

**INDICE
ENTREPRENEURIAL
QUÉBÉCOIS**

RÉSEAU MENTORAT

ÉCONOMIE
SOCIALE

ENTREPRENDRE À ÉCHELLE HUMAINE



Partenaires majeurs :

 **Desjardins**
Caisse d'économie solidaire

 **CHANTIER**
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Conseil
québécois
de la **coopération**
et de la **mutualité**



Partenaire de réalisation :

Leger

AUTEURS :



CARL MARCHAND
Directeur
Intelligence des marchés
Réseau Mentorat



RINA MARCHAND
Directrice principale
Contenus et innovation
Réseau Mentorat

UN MERCI TOUT SPÉCIAL À :

Jean Bergevin – Caisse d'économie solidaire
Stéphanie Birbe – Caisse d'économie solidaire
Martin-Pierre Nombre – Caisse d'économie solidaire
Marie-Reine Roy – Caisse d'économie solidaire
Anne-Sophie Abel Lévesque – Chantier de l'économie sociale
Martin Frappier – Chantier de l'économie sociale
Mireille Pelchat – Chantier de l'économie sociale
Geneviève Ujhelji – Chantier de l'économie sociale
Alain Blanchette – Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
Jérôme Gagné – Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
Jean-Philippe Laprise – Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Marianne Lefebvre – Eklore Marketing
Alexandra Pilon – Eklore Marketing
Dave Gosselin – Groupe Coderr
Jorge-Humberto Mejia Morelos – HEC Montréal
Amélie Bériault-Poirier – Léger
Nyna Ouellet - Léger
Katherine Vachon – Léger
Anissa Kherrati – Réseau Mentorat Laval, mentore
Paul Ouellet – SAGE Mentorat d'affaires, mentor
Roxane Claessens – Réseau Mentorat
Emmanuelle Petit – Réseau Mentorat
Lawrence Veilleux – Réseau Mentorat
Bertrand Legret – TACT
Camille Riverin – TACT
Maude Léonard – UQAM

AUTORISATION DE REPRODUCTION

À moins d'indications contraires, l'information contenue dans ce rapport peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission du Réseau Mentorat, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite. Toute reproduction doit comporter le libellé suivant : « *L'Indice entrepreneurial québécois en économie sociale 2021* du Réseau Mentorat est présenté par le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec ainsi que par les partenaires majeurs suivants : La Caisse d'économie solidaire Desjardins, le Chantier de l'économie sociale et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité. *L'Indice* est réalisé en partenariat avec Léger. »

Toute reproduction ne peut être présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le Réseau Mentorat ou avec son consentement. Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, veuillez faire parvenir un courriel à info@reseaumentorat.com.

Indice entrepreneurial québécois en économie sociale 2021

ISBN 978-2-89521-188-4

REMERCIEMENTS

UN PORTRAIT POUR MIEUX TÉMOIGNER DU DYNAMISME DES ENTREPRENEUR(E)S QUÉBÉCOIS(ES) EN ÉCONOMIE SOCIALE

Publié depuis 2009, l'*Indice entrepreneurial québécois* (« l'*Indice* ») est devenu une référence incontournable en matière de mesure de l'entrepreneuriat au Québec et fourni de l'intelligence de marché aux acteur(trice)s et décideur(e)s de l'écosystème entrepreneurial québécois.

La première édition de l'*Indice entrepreneurial québécois en économie sociale 2021* a pour objectifs : 1. De porter un premier regard sur le dynamisme des entrepreneur(e)s (actuel(le)s et en devenir) œuvrant en économie sociale, et 2. lorsque cela est possible, de comparer la réalité des entrepreneur(e)s de l'économie sociale à celle des entrepreneur(e)s actif(ve)s au sein des sociétés de capital action.

Pour cet *Indice*, l'équipe du Réseau Mentorat est particulièrement fière d'avoir pu réunir des partenaires présentateurs qui sont des piliers de l'économie sociale au Québec : la Caisse d'économie solidaire Desjardins, le Chantier de l'économie sociale et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité. Nous les remercions chaleureusement de leur soutien et de leur précieuse collaboration.

L'*Indice* compte depuis 2009 sur la collaboration de l'équipe de sondage Léger, que nous remercions également.

Enfin, lancer un tel sondage dans l'écosystème entrepreneurial ne serait pas possible sans l'aide de nombreux partenaires collaborateurs et diffuseurs, que nous remercions tout particulièrement aussi. De plus amples informations sont disponibles à la section Méthodologie.

Bonne lecture,



Carl Marchand
Directeur, Intelligence des marchés
Réseau Mentorat

PARTENAIRES COLLABORATEURS



PARTENAIRES DE DIFFUSION

Cette édition de l'*Indice* est le fruit d'une collaboration avec plusieurs organismes reconnus au sein de l'écosystème entrepreneurial québécois.

Ils ont fait de nombreux efforts de diffusion du sondage auprès de leurs membres et partenaires et nous les en remercions chaleureusement.

CEDEC de Sherbrooke
Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec (CACJEQ)
Comité sectoriel de main d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)
Coopérative de développement régional du Québec (CDRQ)
Économie Sociale Lanaudière
Femmes du cinéma, de la télévision et des arts numériques (FCTMN)
Pôle d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil
Pôle d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent
Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec
Pôle de l'entrepreneuriat collectif de l'Est de la Montérégie
QUÉTAL, Chambre de commerce Québec et Amérique Latine
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ)
Réseau COOP
Réseau de coopération des entreprises d'économie sociale en aide à domicile du Québec (EESAD)
Sherbrooke Innopole
Table régionale d'économie sociale Chaudière-Appalaches (TRÉSCA)

INTRODUCTION

Plus que jamais, l'humain est au cœur des conversations. S'il n'y avait qu'un aspect positif à retenir des défis occasionnés par la pandémie de la COVID-19 et la pénurie de main d'œuvre, c'est qu'ils auront mis au premier rang la question de la place de l'humain et les valeurs que nous voulons y accorder au sein de l'économie. À cela s'ajoute de nouvelles générations en début de parcours ou sur le point de s'engager sur le marché du travail pour lesquelles les priorités passent davantage par l'importance d'un équilibre et d'une qualité de vie, et ensuite par la productivité et la performance.

Ce changement de paradigme est puissant. Force est de constater que l'ensemble des entreprises doit faire preuve de créativité pour s'adapter à cette nouvelle réalité. Certaines organisations ont cependant une bonne longueur d'avance à cet égard puisqu'elles naissent de ces fondations. Il est question ici des entreprises de l'économie sociale. Cette philosophie entrepreneuriale n'en est pas à ses premiers pas au Québec. Un important rapport paru en 2019 a d'ailleurs permis de jeter les bases solides d'une compréhension globale de l'économie sociale québécoise, il s'agit de l'ouvrage *L'Économie sociale au Québec - portrait statistique 2016*, publié par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Le présent *Indice* offre donc une perspective complémentaire et particulière en ce sens qu'il s'intéresse d'abord et avant tout à « l'individu-entrepreneur » (les dirigeant(e)s et les personnes en processus de le devenir) plutôt qu'à l'organisation en tant que telle, en économie sociale. Ensuite, l'*Indice* se veut un premier effort à mesurer les futurs entrepreneur(e)s de l'économie sociale au Québec en s'intéressant aux personnes ayant l'intention d'entreprendre et faisant des démarches concrètes en ce sens.

Historiquement l'*Indice* a toujours eu comme objectif de montrer l'évolution de la culture entrepreneuriale du Québec. Et sa capacité à mieux mesurer le dynamisme entrepreneurial de l'économie sociale vient profondément enrichir cette lecture.

INTRODUCTION

Toutefois, cette lecture ne s'est pas faite sans questionner et parfois adapter la méthodologie de l'*Indice*. En voici les principaux éléments.

L'HUMAIN D'ABORD

Historiquement, l'*Indice* s'est intéressé principalement à l'individu (son désir d'entreprendre, ses freins et aptitudes, ses besoins, etc.), pour ensuite s'intéresser à son organisation. Nous poursuivons ici cette façon de faire. Toutefois, celle-ci s'est avérée être porteuse d'un défi important en économie sociale. En effet, là où le choix de l'individu est bien circonscrit au sein d'une entreprise constituée en capital action (les entreprises du secteur privé ou, plus simplement les « Inc. »), le même choix est plus complexe au sein de l'économie sociale compte-tenu de sa nature collective.

Qui mesure-t-on dans un tel contexte collectif? Sonder la personne à la présidence du conseil d'administration ? À la direction générale ? Les deux ? Nous souhaitons préserver la plus grande continuité possible avec la méthodologie de l'*Indice* (rejoindre la personne qui est le plus au cœur des opérations et des décisions d'une organisation), et en fonction des ressources disponibles, nous avons opté pour la personne la plus susceptible de répondre aux différentes questions du sondage et d'être jointe. Notre choix s'est donc porté sur la personne nommée à la direction générale. Cette perspective doit demeurer en tête tout au long de la lecture du rapport.

LES TYPES D'ORGANISATION RETENUS POUR L'ANALYSE

Pour des raisons de clarté et de comparabilité, nous avons choisi de privilégier les entreprises en économie sociale ayant un revenu marchand provenant de la vente de biens et services produits. Alors que les organismes à but non lucratifs (OBNL) de nature associative ou caritative ont été de ce fait exclus de la mesure de l'*Indice*, les autres OBNL ayant des revenus marchands ont été conservés. Du côté des coopératives, la méthodologie les a incluses *de facto*, même si certains types de coopératives pourraient ne pas s'inscrire pleinement dans une dynamique entrepreneuriale (ex.: les coopératives d'habitation).

INTRODUCTION

LA COMPARABILITÉ ENTRE LES DEUX *INDICES 2021*

Bien qu'elle ait sa réalité propre, l'économie sociale n'opère pas à vase clos. Elle s'alimente du même bassin d'entrepreneur(e)s que le monde des entreprises du secteur privé (Inc.) et est sujette aux mêmes pressions économiques. Toutefois, sa mission fondamentale, ses valeurs et même la structure de ses entreprises l'amènent à se comporter différemment à plusieurs égards. L'entrepreneuriat, avant de se matérialiser sous la forme d'organisations structurées aux finalités variées (sociales ou pas), naît d'un tronc commun de PERSONNES qui refusent le *statu quo*. Mesurer leur évolution, tout au long du processus entrepreneurial, en comprendre les similitudes et les différences selon leur orientation entrepreneuriale (privé versus collectif) apportera une richesse accrue.

Si les taux globaux de l'*Indice* traditionnel (publié depuis 2009) ont toujours compris l'ensemble des personnes de la chaîne entrepreneuriale québécoise, le présent rapport est fondé sur l'adaptation du questionnaire pour être capable de témoigner d'une partie du dynamisme de l'entrepreneuriat québécois – celle de l'économie sociale – tout en présentant les similitudes et différences avec l'entrepreneuriat de type privé.

Cette adaptation du questionnaire est importante et fait en sorte que d'un point de vue méthodologique, les quelques indicateurs qui ont pu être publiés en matière d'entrepreneuriat de l'économie sociale dans les éditions antérieures de l'*Indice* ne peuvent être comparés avec ceux du présent *Indice entrepreneurial en économie sociale du Québec 2021*.

NATURE DES ÉCHANTILLONS

Tel que présenté dans la section Méthodologie, cet *Indice* se veut un très grand coup de sonde auprès du public, avec un échantillon remarquable de près de 20 000 Québécois(e)s sondé(e)s (appelé « volet A »), couplé avec un sondage plus spécifique auprès d'un échantillon dit « de convenance » de 214 dirigeant(e)s en économie sociale et 428 propriétaires d'entreprise « INC » (appelé « volet B »). Les comparatifs du rapport se font à l'intérieur des volets respectifs.

INTRODUCTION

La COVID-19 aura sans doute ramené haut et fort une grande réalité : l'importance d'un entrepreneuriat à échelle humaine

LA PANDÉMIE ET SES IMPACTS

Le contexte pandémique a généré un impact important sur nos entrepreneur(e)s. Ici, tout comme dans *l'Indice entrepreneurial québécois 2021* paru en mars 2022, cet impact est exploré. La COVID-19 a notamment ébranlé certains secteurs d'activité plus que d'autres. Par conséquent, il est possible que cela ait exercé une influence sur les résultats du présent rapport. Le secteur des arts, spectacles et loisirs en est un bon exemple. La distanciation et l'isolement social ayant été au cœur des mesures sanitaires, la majorité des individus de ce secteur se sont retrouvés temporairement en arrêt de travail forcé. Or, nous constatons qu'il y a une plus grande représentation de ce secteur dans les résultats du présent rapport. L'arrêt de travail ou le ralentissement des heures de travail dans certains secteurs d'activité peut avoir joué une incidence sur le nombre de répondant(e)s et leur représentativité dans ce rapport.

Enfin, la COVID-19 aura sans doute ramené haut et fort une grande réalité : l'importance d'un entrepreneuriat à échelle humaine. Et en cela, les entrepreneur(e)s de l'économie sociale sont bien positionné(e)s pour en être des acteurs de premier plan.

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|---|---|---------|
| — | MÉTHODOLOGIE | Page 12 |
| — | FAITS SAILLANTS | Page 18 |
| — | RÉSULTATS DÉTAILLÉS | Page 25 |
| | 1. Les indicateurs de base de l'entrepreneuriat en économie sociale | Page 26 |
| | 2. Entreprises et dirigeant(e)s de l'économie sociale | Page 27 |
| | 2.1 Profils des dirigeant(e)s | |
| | 2.2 Aspects généraux | |
| | 2.3 Développement | |
| | 2.4 Impacts de la COVID | |
| | 2.5 Pérennité et gouvernance | |
| | 2.6 Innovation et impact social | |
| | 2.7 Regard sur les individus : motivations, compétences et besoin d'accompagnement. | |
| | 3. Intentions d'entreprendre dans l'économie sociale | Page 71 |
| | 4. Démarches pour entreprendre dans l'économie sociale | Page 80 |
| | 5. Fermetures d'entreprises de l'économie sociale | Page 93 |
| | 6. Conclusion | Page 96 |



MÉTHODOLOGIE

TERMINOLOGIE

L'objectif de cette terminologie est de faciliter la compréhension du lecteur dans le contexte d'analyse de ce rapport sans toutefois prétendre offrir des définitions exhaustives et définitives de ces termes.

Économie sociale

Dans le contexte, les entreprises de l'économie sociale représentent les organisations non constituées en capital action qui génèrent un revenu marchand provenant de la production et la vente de biens et services et dont la principale mission est de servir leurs membres et/ou la communauté. Dans le contexte de cette étude, les organismes à but non lucratifs (OBNL) de nature associative ou caritative ont été de ce fait exclus de la mesure de l'*Indice*. Pour plus de précision, veuillez consulter les pages 16 et 17 du présent document.

Économie INC.

Dans le contexte, les entreprises INC. sont celles constituées en capital action et dont la principale mission est de générer des profits. Sont comprises ici les entreprises avec un seul propriétaire, avec associés ou inscrites en bourse.

Innovation

Altération et/ou création d'un produit, d'un processus, d'un concept ou d'une structure en vue de l'adapter à une nouvelle réalité.

Innovation organisationnelle

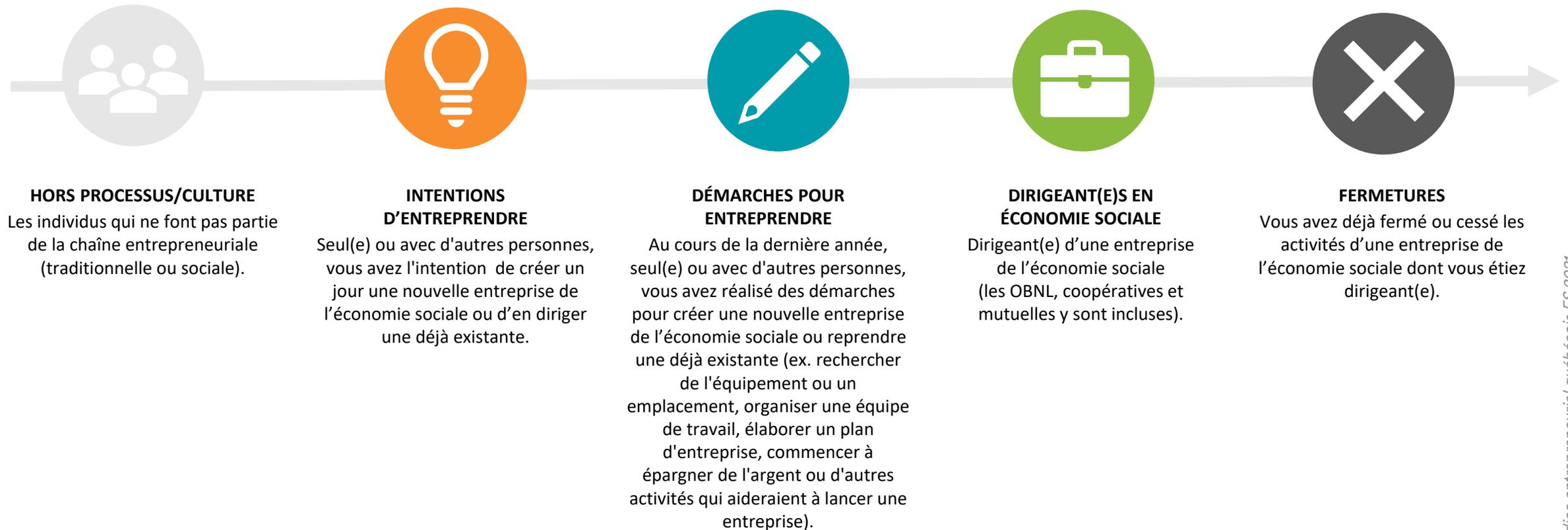
Changements au niveau de la structure organisationnelle et de son fonctionnement en vue de faciliter son adaptation à l'environnement dans lequel opère une entreprise. Il peut s'agir ici de la création d'une nouvelle fonction, de changements de pratiques au sein des équipes de travail (ex. travail collectif et *open space*), de changements au niveau de la structure hiérarchique ou de la gouvernance. L'innovation organisationnelle peut également faire référence à une adaptation en matière de partage de l'information (démocratisation de la donnée) et de gestion des connaissances (production participative et innovation ouverte).

MÉTHODOLOGIE

ÉTAPES DE LA CHAÎNE ENTREPRENEURIALE

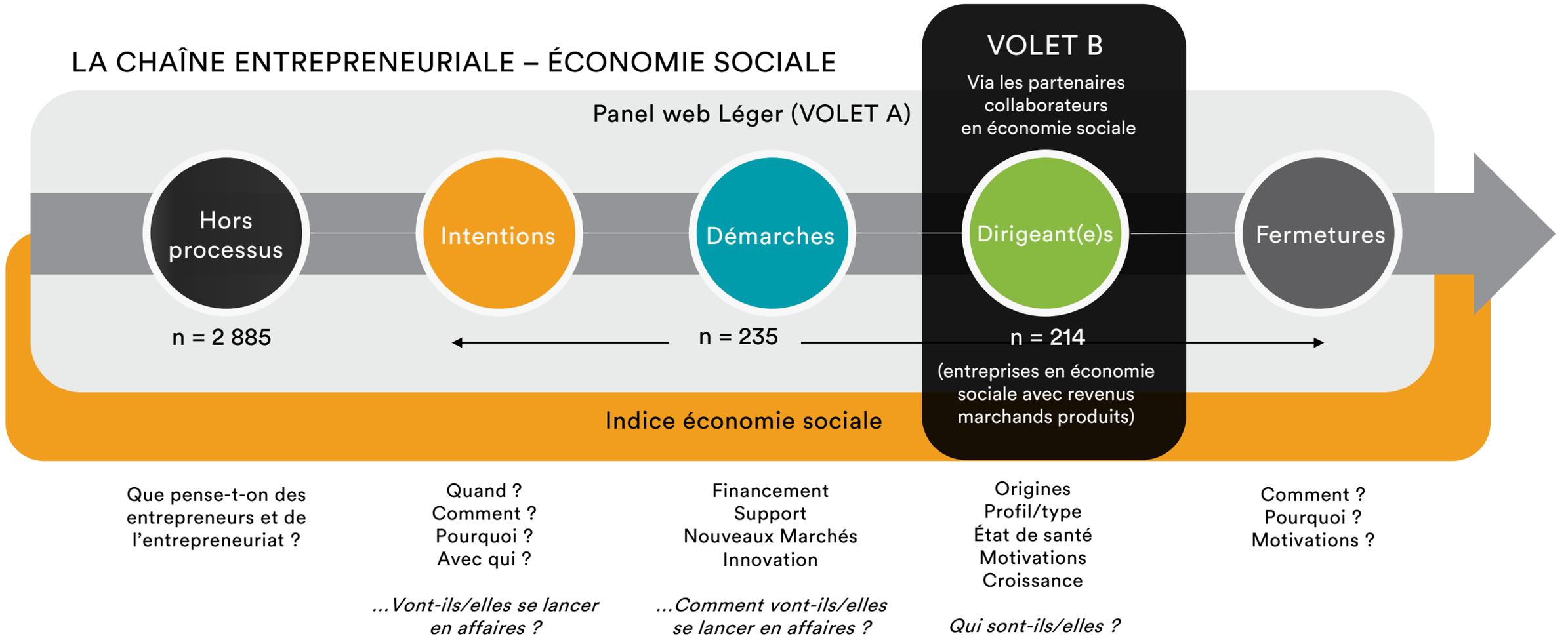
Dans la présentation des résultats, nous faisons référence aux différentes étapes de la chaîne entrepreneuriale.

Les étapes de la chaîne ne sont pas exclusives, c'est-à-dire qu'un individu peut se trouver à plusieurs étapes simultanément. Par exemple, un(e) propriétaire ou dirigeant(e) d'entreprise peut avoir fermé une autre entreprise dans le passé, et également avoir l'intention de démarrer une nouvelle entreprise dans les prochains mois.



GRANDES LIGNES MÉTHODOLOGIQUES

Basées sur les 13 ans de mesure de l'*Indice entrepreneurial québécois*



COMMENT L'INDICE MESURE L'ENTREPRENEURIAT EN ÉCONOMIE SOCIALE?

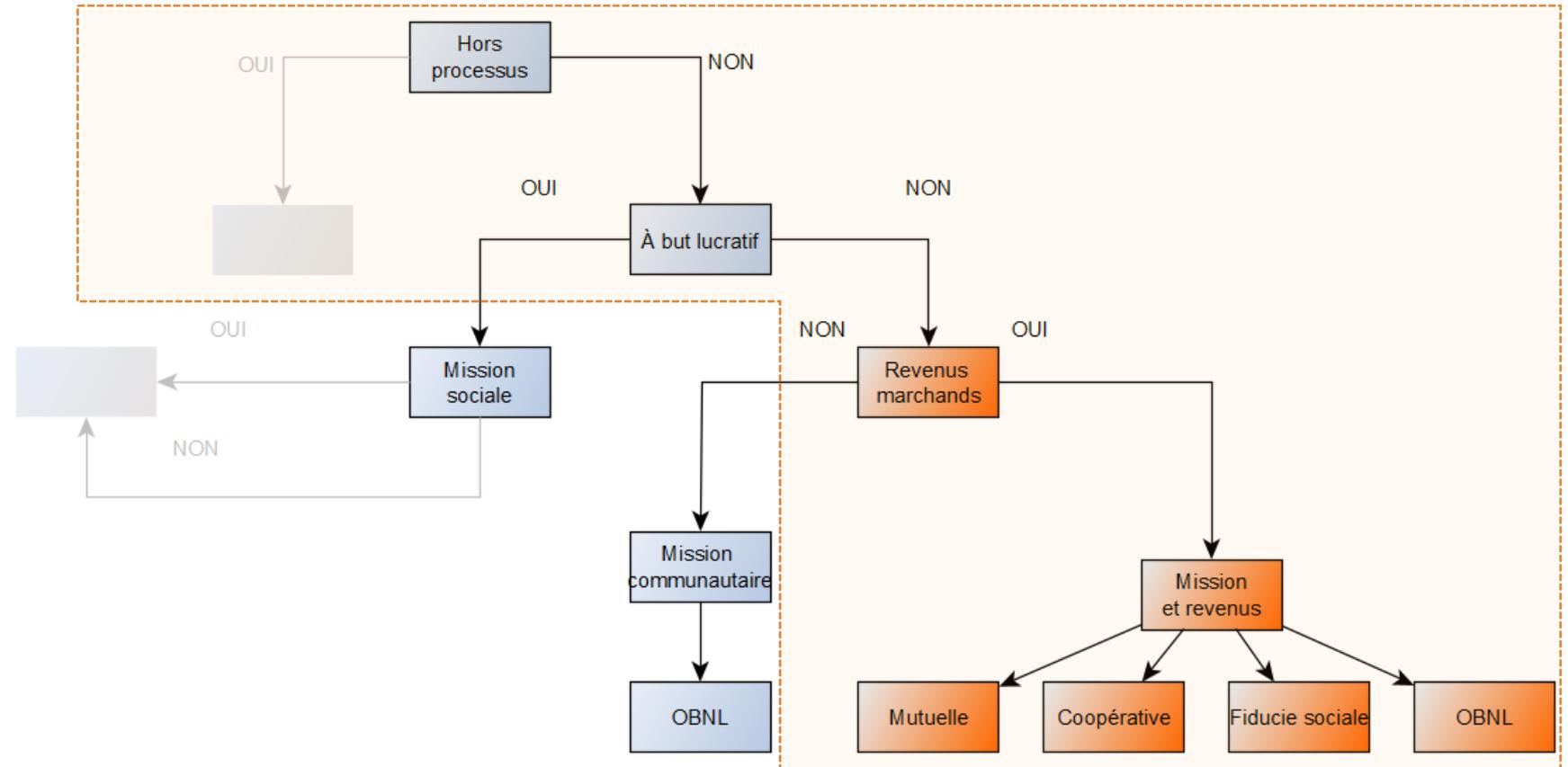
1 Statut juridique

L'organisation liée au répondant (personne à la direction générale) s'est classée parmi les statuts acceptés par la loi sur l'économie sociale : coopératives, OBNL, mutuelle.

2 Mission

L'organisation liée au répondant devait en plus avoir des activités commerciales (vente de biens et services).

Ainsi, certains répondants se sont vus exclus de la suite du sondage après cette étape (ex.: les associations diverses, les OBNL purement caritatifs).



● *Faisant l'objet d'étude de l'Indice entrepreneurial en économie sociale*

● *Exclu de l'effort de mesure pour l'Indice entrepreneurial en économie sociale*

COMMENT MESURE-T-ON L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LE VOLET A ?

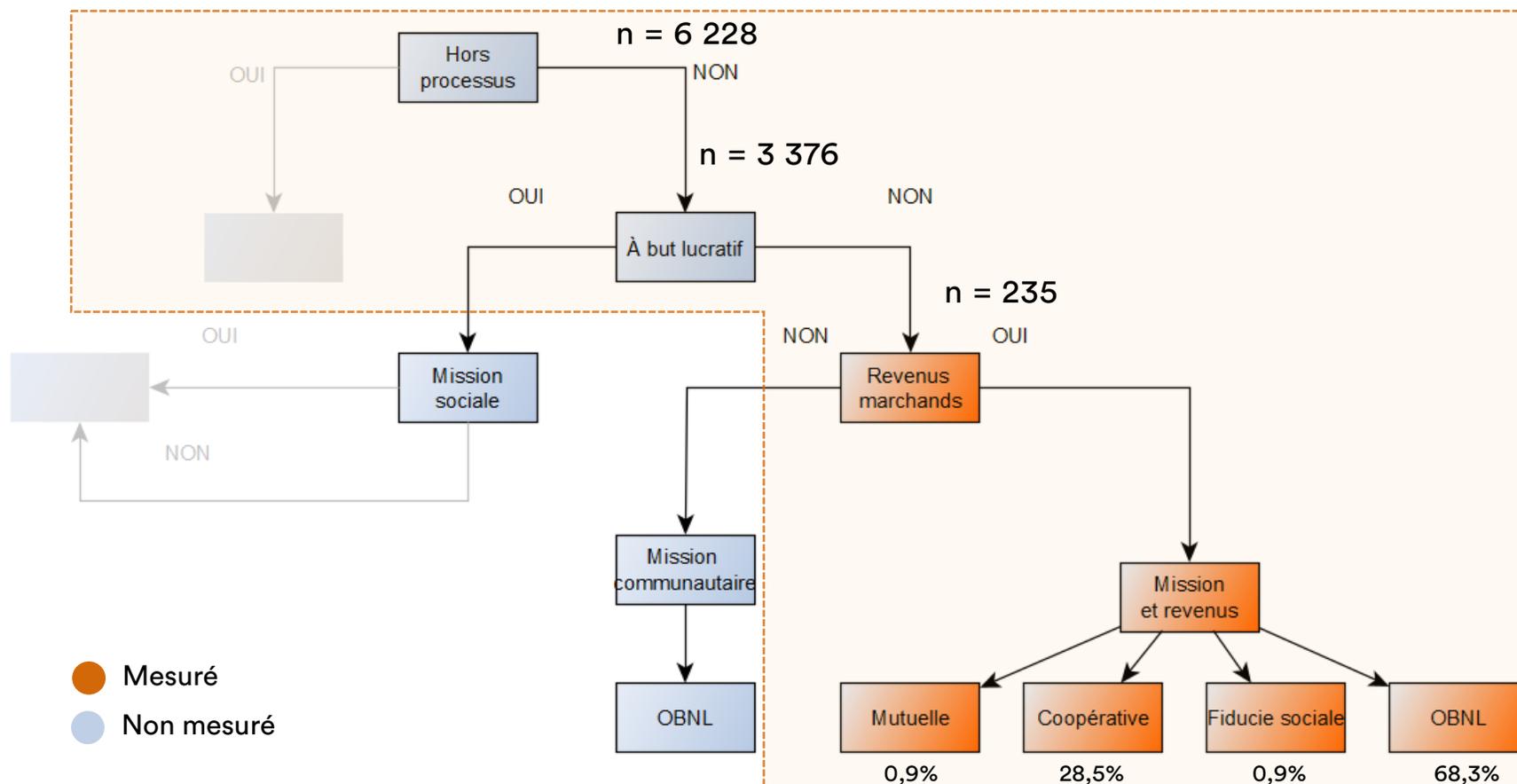
VOLET A
seulement

19 513 Panel web Léger pour déterminer les grands taux de la grande chaîne entrepreneuriale.

6 228 Ensemble des répondant(e)s (Inc. et économie sociale)

3 376 Impliqué(e)s dans la chaîne entrepreneuriale, excluant les personnes hors-processus (Inc. et économie sociale)

235 Impliqué(e)s dans la chaîne en économie sociale



| | RÉPONDANT(E)S |
|---------------|---------------|
| INTENTIONS | 84 |
| DÉMARCHES | 82 |
| DIRIGEANT(E)S | 13 |
| FERMETURES | 74 |

VOLET B

Les répondant(e)s du volet B répondent aux mêmes critères de sélection. Toutefois, le volet B mesure exclusivement les dirigeant(e)s d'entreprises en économie sociale.



FAITS SAILLANTS

DES ENTREPRISES EN BONNE POSTURE MALGRÉ LES DÉFIS

DIRIGEANT(E)S EN ÉCONOMIE SOCIALE



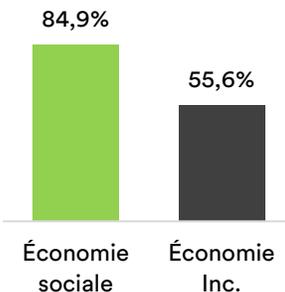
RAYONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

La majorité des entreprises ES de l'étude affirment être actives à l'extérieur de leur région administrative, au Québec (57,9 %); 21,2 % indiquent être actives ailleurs au Canada et 19,4 % à l'international.

SECTEUR D'ACTIVITÉ

Présence plus marquée de l'échantillon dans deux (2) secteurs grandement fragilisés par la pandémie (Arts, spectacles et loisirs et Soins de santé et assistance sociale).

Amélioration des conditions de travail des employés



MAIN-D'OEUVRE

Sans surprise, la pénurie de main-d'œuvre est identifiée comme obstacle n° 1 au développement des entreprises de l'économie sociale. Une situation qui est autant liée au contexte sociodémographique (vieillesse de la population) qu'aux impacts de la pandémie. Notons que si le quart (24,1 %) des répondant(e)s ES indiquent qu'il leur est facile de recruter de la main-d'œuvre disposée à travailler dans le contexte de l'économie sociale (salaires, avantages sociaux, etc.), ce taux grimpe au tiers des répondant(e)s issu(e)s des coopératives (34,0 %).

Pour faire face à la situation durant la dernière année, plusieurs entreprises en économie sociale ont fait preuve de plus d'agilité (en termes de stratégies adoptées en ressources humaines) que les propriétaires d'entreprise à but lucratif (ex.: amélioration des conditions de travail des employés : 84,9 % en ES contre 55,6 % en INC., augmentation des salaires et/ou des avantages sociaux des employés : 74,2 % en ES contre 48,7 % en INC.).

COVID-19

La vaste majorité des entreprises en économie sociale de l'échantillon (88,7 %) se disent en bonne posture ou du moins pas à risque de fermeture (le taux grimpe à 95,6 % pour les coopératives).

Il en va de même de la santé financière qui s'est améliorée ou est du moins restée stable pour une plus large part de ces entreprises (encore plus pour les coopératives) depuis le début de la pandémie. À titre d'exemple, le niveau de trésorerie meilleur ou stable depuis le début de la pandémie s'élève à 83,2 % pour ES (87,0 % pour les coopératives) contre 63,5 % pour le INC. Il faut noter en parallèle l'agilité importante de ces entreprises en ES à avoir fait des pivots (transformations) durant cette même période (le cas pour 76,0 % du bassin de répondant(e)s).

INNOVATION

Souhaitant tout autant investir en innovation dans la prochaine année que les entreprises INC. (vouloir investir au moins dans une forme d'innovation : 83,7 % pour ES contre 76,9 % pour INC.) les entreprises en économie sociale sont notamment deux fois plus nombreuses à miser sur les innovations de types organisationnelles¹ (48,5 % contre 24,8 % pour INC.).

¹Pour une définition, veuillez vous référer à la page 13 (Terminologie) du présent document.

GRANDS BESOINS, GRANDE CAPACITÉ D'ADAPTATION

DIRIGEANT(E)S EN ÉCONOMIE SOCIALE



CRÉATION / « RELÈVE »

Parmi les dirigeant(e)s d'une entreprise issue de l'économie sociale (« ES ») sondés au volet B (214 répondant(e)s), plus de la moitié des personnes (53,5 %) ont été nommées à la direction de l'entreprise (seul(e)s ou avec d'autres) alors que 46,5 % ont créé l'entreprise.

SOUTIEN POUR LES AFFAIRES COURANTES

Les dirigeant(e)s d'entreprises en économie sociale démontrent davantage avoir besoin de soutien que les entreprises INC. (besoin au moins d'une forme de soutien : 95,5 % pour ES, contre 86,6 %), particulièrement au niveau des subventions¹ (82,7 % en ES contre 60,5 % en INC.).

RETRAITE ET PLAN DE RELÈVE

Si la majorité (55,2 %) des dirigeant(e)s prendront leur retraite soit dans plus de 10 ans ou dans un horizon temporel encore indéterminé, les entreprises en économie sociale ont encore du travail à faire concernant l'élaboration d'un plan de relève afin de soutenir la continuité de leurs opérations. Ex.: Existence d'un plan de relève concernant la présidence du CA : 32,5 %, existence d'un plan de relève de la direction générale et des dirigeants stratégiques : 25,8 %.

¹Par subvention, il est question ici d'octrois non réciproques (à titre d'exemple, un contrat de service en est exclu. Dans un contexte d'innovation, il est important de se rappeler que contrairement aux entreprises à capital action (les inc.), les entreprises de l'économie sociale telles que définies dans ce rapport n'ont pas accès aux crédits d'impôts.

GOUVERNANCE

Du côté de la gouvernance, s'il est visible que les administrateur(trice)s d'entreprises en économie sociale comprennent bien la mission et les valeurs de l'organisation qu'ils servent (95,3 %), cette adéquation est notablement moins présente lorsque vient le temps de comprendre les enjeux plus « terrain » de l'organisation (entrepreneuriaux et sectoriels) (79,0 %).

À noter la forte capacité des dirigeant(e)s des coopératives à mobiliser les membres de leurs conseils d'administration (97,7 %).

RICHE BAGAGE ENTREPRENEURIAL

Un dirigeant(e) ES sur quatre affirme avoir déjà été propriétaire d'une entreprise à but lucratif ou travailleur(e) autonome auparavant.

Avoir déjà dirigé antérieurement une entreprise en économie sociale ? C'est le cas de près du quart (23,4 %) des dirigeant(e)s de coopératives, témoignant ainsi d'une expérience entrepreneuriale précieuse pour le milieu coopératif.

56,3 % des dirigeant(e)s ES affirment avoir un ou des parents propriétaire d'entreprise ou travailleur(euse) autonome (INC. : 39,5 %).

UNE FORTE ATTIRANCE POUR LA CRÉATION DE COMMERCE DE DÉTAIL

INTENTIONS EN ÉCONOMIE SOCIALE



CRÉATION / « RELÈVE »

Parmi les personnes ayant l'intention de se lancer en affaires en économie sociale, 45,5 % veulent créer une nouvelle entreprise. Le commerce de détail serait le secteur d'activité le plus envisagé (comme pour les répondants INC.).

INTENTIONS RÉCENTES

La majorité (66,5 %) des personnes ayant l'intention d'entreprendre en économie sociale ont ce désir depuis trois (3) ans ou moins. De plus, elles sont 41,6 % à prévoir débiter les activités de leur organisation d'ici trois ans.

MOTIVATIONS À ENTREPRENDRE

Ce choix de carrière est surtout motivé par le désir d'accomplissement personnel (80,8 %) et la possibilité d'être en contrôle de sa vie (72,9 %).

FREINS À ENTREPRENDRE

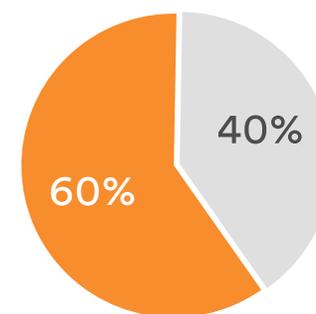
Les personnes ayant l'intention d'entreprendre en économie sociale sont moins freinées par le manque d'argent que les personnes de l'économie INC. (27,9 % contre 36,9 %), même si cet élément demeure de loin le premier dans la liste des freins pour entamer les démarches immédiatement (la pandémie de la COVID-19 arrive en 2e position avec 13,6 % contre 8,2 % pour les INC.).

SOUTIEN POUR ENTREPRENDRE

Un accompagnement serait aussi grandement apprécié. En effet, 60 % des personnes ayant l'intention de se lancer en affaires en économie sociale aimeraient être accompagnées dans le processus, notamment avec l'aide d'un(e) consultant(e) ou d'un(e) mentor(e) (les deux à 31,5 %).

Désir d'accompagnement en période d'intentions entrepreneuriales

■ Êtes accompagné ■ Ne pas être accompagné



JEUNES POUSSÉS À L'HORIZON

DÉMARCHES EN ÉCONOMIE SOCIALE



EN BREF

Ce sont près de trois-quarts (72,4 %) des personnes en démarches pour entreprendre en économie sociale qui ont entamé leur processus depuis trois (3) ans ou moins, une proportion importante et intéressante, considérant le contexte socioéconomique des dernières années. Parmi l'ensemble des personnes en démarches, la majorité (61,1 %) vise la création d'une nouvelle entreprise. Le secteur des Arts, spectacles et loisirs est le secteur le plus envisagé (21,7 %).

MOTIVATIONS À ENTREPRENDRE

Le besoin d'indépendance (86,8 %) est ce qui motive le plus à se lancer en affaires, mais aussi le désir d'accomplissement personnel (85,2 %).

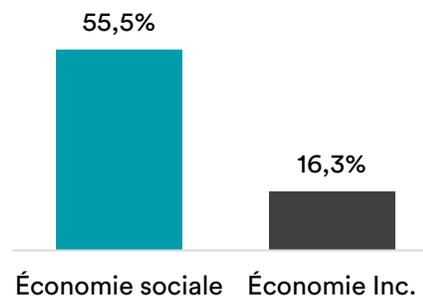
FREINS AU PASSAGE À L'ACTION

Parmi les principaux obstacles à contourner en vue de se lancer concrètement en entrepreneuriat, les freins financiers sont, de façon attendue, dans les trois premières positions de la liste.

FINANCEMENT

Pour le démarrage de leur entreprise ou l'entreprise qu'ils comptent reprendre, les économies personnelles seront utilisées comme source de financement en totalité ou en partie par 59,4 % des personnes en démarche. Plus de la moitié (55,5 %) utiliseront en totalité ou en partie le financement participatif (*crowdfunding*) et les banques ou institutions financières (54,7 %).

Utilisation (en totalité ou en partie) du financement participatif en période de démarche



DÉSIR D'INNOVATION

Parmi les personnes en démarches en économie sociale, 63,7 % ont l'intention d'investir des ressources financières afin d'innover dès la première année d'opération ou avant même de se lancer en opération.

SOUTIEN POUR AGIR

Ce sont 87,0 % des personnes en démarches en économie sociale qui indiquent avoir besoin d'au moins une forme de soutien (technique, financière, formation et information). Parmi les besoins les plus importants : la formation en gestion, comptabilité, marketing, etc. (34,8 %) ainsi que les subventions¹ (34,1 %). Notons aussi le besoin d'accompagnement personnalisé, comme un(e) mentor(e) (33,6 %) et un(e) consultant(e) (35,3 %).

¹ Par subvention, il est question ici d'octrois non transactionnels (à titre d'exemple, un contrat de service y est exclu). Il est important de se rappeler que contrairement aux entreprises à capital action, les entreprises de l'économie sociale telles que définies dans ce rapport n'ont pas accès aux crédits d'impôts.

LES FERMETURES

FERMETURES EN ÉCONOMIE SOCIALE



EN BREF

Parmi les personnes ayant fermé une entreprise issue de l'économie sociale, 64,4 % l'ont fait récemment, soit il y a 5 ans ou moins. Notons tout de même que pour 21,3 %, cette fermeture remonte à il y a plus de 10 ans.

Ces entreprises se situaient principalement dans le secteur des Arts, spectacles et loisirs (21,6 %).





RÉSULTATS DÉTAILLÉS



1. LES INDICATEURS DE BASE DE L'ENTREPRENEURIAT EN ÉCONOMIE SOCIALE



Les indicateurs concernant les dirigeant(e)s sont d'abord présentés (volet B).
Ensuite, ceux pour les personnes à l'étape des intentions et des démarches (volet A).

2. ENTREPRISES ET DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

2.1- PROFILS DES DIRIGEANT(E)S



MÉTHODOLOGIE

VOLET B

COMMENT

Un **sondage Web** a été réalisé auprès des propriétaires et dirigeant(e)s d'entreprise issu(e)s d'un réseau de partenaires collaborateurs du Réseau Mentorat.

QUI

Échantillon représentatif de **624 répondants dont 410 propriétaires d'entreprise et 214 dirigeant(e)s d'entreprise âgé(e)s de 18 ans ou plus pouvant s'exprimer en français ou en anglais**. Parmi ces répondant(e)s, 84 sont issu(e)s de l'immigration. Ce sondage a été effectué grâce à plusieurs partenaires collaborateurs indirects, qui ont lancé le sondage dans leurs réseaux respectifs de propriétaires et dirigeant(e)s. Ces partenaires œuvrent, selon leur mission respective, à mettre en réseau les entrepreneur(e)s, à les informer, les outiller, parfois les financer, et les accompagner.

Les propriétaires et dirigeant(e)s d'entreprise interrogé(e)s ont reçu le lien ouvert du sondage par l'intermédiaire d'un réseau de partenaires du Réseau Mentorat, incluant ce dernier. C'est le Réseau Mentorat qui s'est chargé d'envoyer le lien du sondage aux partenaires.

QUAND

La collecte de données a été effectuée du **23 novembre 2021 au 2 février 2022**. La durée médiane était d'environ **30 minutes**, incluant les temps d'arrêt.

PONDÉRATION

Pour un échantillon probabiliste de 624 répondant(e)s, la marge d'erreur maximale aurait été de **± 3,9%, 19 fois sur 20**. À l'aide des plus récentes données de Statistique Canada, les résultats ont été pondérés selon le nombre d'employé(e)s par entreprise ainsi que la répartition par région administrative du Québec, et ce, dans le but d'obtenir l'échantillon final qui soit le plus représentatif possible des propriétaires et dirigeant(e)s du Québec.

NOTES AUX LECTEURS

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

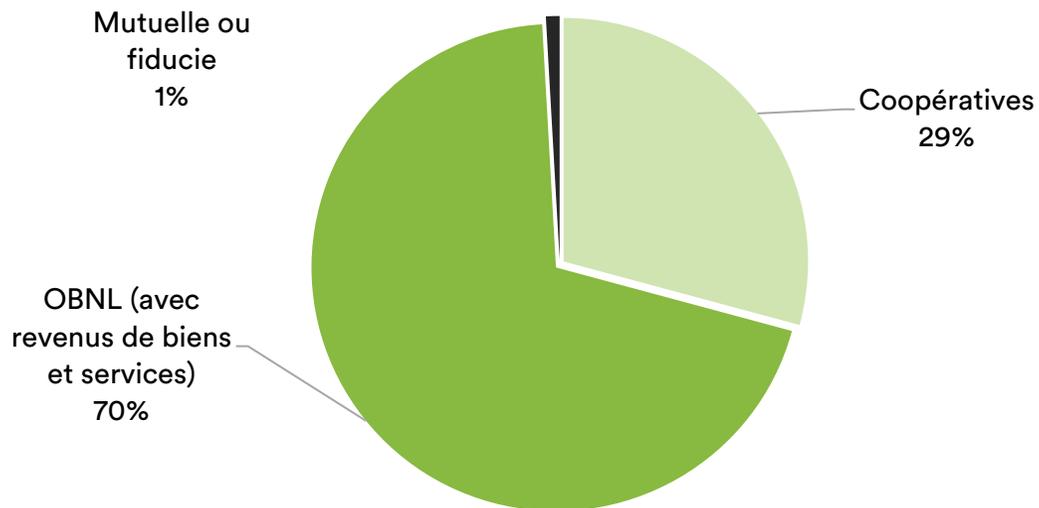
Les résultats sur les dirigeant(e)s d'économie sociale ont été tirés du Volet B. Lorsque possible, les résultats sont comparés à ceux des propriétaires d'entreprise de la chaîne traditionnelle ("INC."). Ainsi, les flèches pointant vers le haut (↑) indiquent un résultat statistiquement plus élevé chez les dirigeant(e)s de l'économie sociale que chez les propriétaires d'entreprise de la chaîne traditionnelle, alors que les flèches pointant vers le bas (↓) indiquent un résultat statistiquement plus faible chez les dirigeant(e)s de l'économie sociale que chez les propriétaires d'entreprise de la chaîne traditionnelle.

Le volet présenté est toujours indiqué dans le coin supérieur gauche de chaque page.

PROFIL DES DIRIGEANT(E)S

Nombreux à afficher des études universitaires et une proximité à des modèles entrepreneuriaux (la famille), les dirigeant(e)s de l'économie sociale possèdent un solide bagage pour affronter les défis entrepreneuriaux actuels. À noter : la différence statistiquement significative des dirigeant(e)s de coopératives possédant un diplôme universitaire de 3^{ème} cycle (10,8 %).

Représentation (en %) des structures organisationnelles d'économie sociale au sein de l'échantillon du volet B (n = 214)



¹La question posée était la suivante: « Est-ce qu'un de vos parents est actuellement ou a été propriétaire d'entreprise ou travailleur autonome? »

| | ÉCONOMIE SOCIALE | ÉCONOMIE INC. |
|---|------------------|---------------|
| <i>n=</i> | 214 | 428 |
| Hommes | 57,5 % | 51,9 % |
| Femmes | 47,5 % | 47,4 % |
| Immigrants | 10,1 % | 19,1 % |
| 18-34 | 9,9 % | 20,7 % |
| 35-49 | 45,5 % | 47,3 % |
| 50-64 | 33,7 % | 26,6 % |
| 65+ | 10,9 % | 5,5 % |
| Primaire/secondaire | 6,1 % | 10,9 % |
| Collégial | 18,5 % | 22,8 % |
| Universitaire 1 ^{er} cycle | 47,9 % | 36,9 % |
| Universitaire 2 ^{ème} cycle | 23,2 % | 23,8 % |
| Universitaire 3 ^{ème} cycle | 3,6 % | 4,9 % |
| Antécédents familiaux en entrepreneuriat ¹ | 56,3 % | 39,5 % |
| 1 à 3 employés | 29,1 % | 29,1 % |
| 4 à 5 employés | 12,8 % | 15,4 % |
| 6 à 10 employés | 11,8 % | 19,0 % |
| 11 à 20 employés | 4,9 % | 11,9 % |
| 21 à 50 employés | 3,9 % | 5,5 % |
| Plus de 50 employés | 1,2 % | 5,7 % |

2. ENTREPRISES ET DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

2.2- ASPECTS GÉNÉRAUX



AU CŒUR DU SECTEUR DES ARTS, SPECTACLES ET LOISIRS ET DE LA SANTÉ

Des secteurs-piliers pour la société, des secteurs fragilisés par la pandémie

20 %

Des dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale (au sein de l'échantillon) indiquent que leur entreprise se situe principalement dans le vaste secteur des Arts, spectacles et loisirs. Il s'agit d'une forte proportion pour un secteur qui a grandement subi les contrecoups de la pandémie de la COVID-19.

| | n= | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE Inc. |
|---|----|------------------------------|---------------------------|
| | | 214 | 410 |
| Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71) | | 20,2 %↑ | 7,3 % |
| Services professionnels, scientifiques et techniques (services juridiques, comptables, architecture, génie, arpentage, publicité, conception de systèmes informatiques, conseils de gestion, recherche scientifique, etc.) (SCIAN 54) | | 17,6 %↓ | 29,5 % |
| Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62) | | 11,5 %↑ | 5,1 % |
| Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51) | | 8,0 % | 5,1 % |
| Fabrication (SCIAN 31-33) | | 6,8 %↓ | 12,7 % |
| Services immobiliers et services de location et de location à bail (SCIAN 53) | | 6,3 %↑ | 1,7 % |
| Commerce de détail (SCIAN 44-45) | | 6,2 %↓ | 11,4 % |
| Autres services, sauf les administrations publiques (réparation et entretien, services personnels et de blanchissage, ménages privés, etc.) (SCIAN 81) | | 5,8 % | 6,2 % |
| Hébergement et services de restauration (SCIAN 72) | | 2,4 % | 2,7 % |
| Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) | | 2,4 % | 1,0 % |
| Finance et assurances (SCIAN 52) | | 1,8 % | 1,1 % |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11) | | 1,5 %↓ | 5,0 % |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (SCIAN 56) | | 1,4 % | 1,7 % |
| Transport et entreposage (SCIAN 48-49) | | 1,2 % | 0,8 % |
| Services d'enseignement (SCIAN 61) | | 1,1 % | 2,9 % |
| Commerce de gros (SCIAN 41) | | 0,8 % | 2,0 % |
| Construction (SCIAN 23) | | 0,6 % | 2,0 % |
| Autre | | 4,1 %↑ | 1,0 % |
| Je ne sais pas | | 0,4 % | 0,8 % |

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /

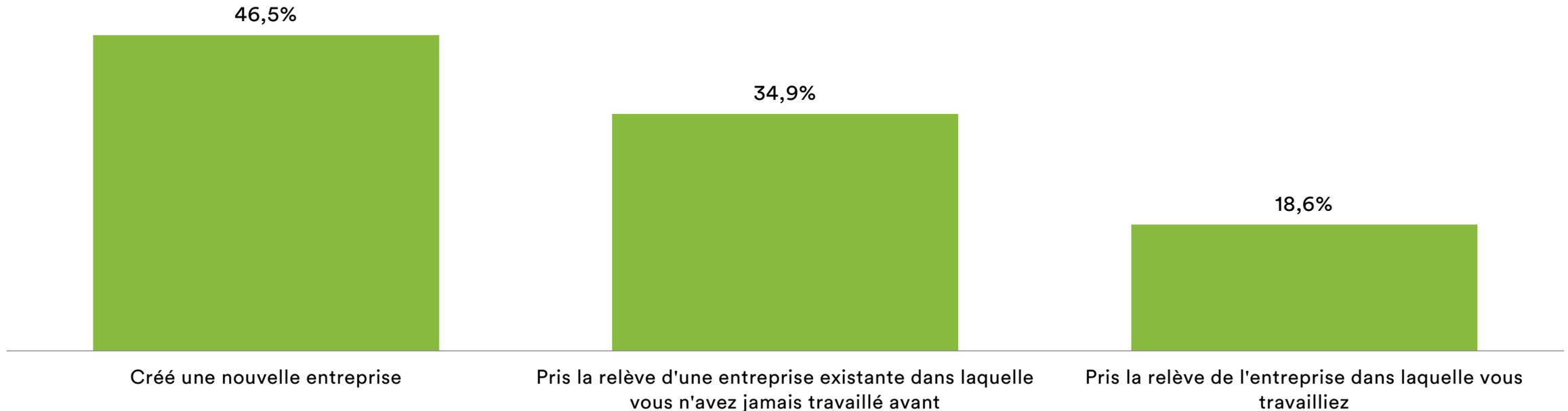
Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

CRÉER OU PRENDRE LA RELÈVE¹ : DES VOIES D'ACCÈS À L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL À QUASI ÉGALITÉ

47 %

Près de la moitié des dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale au sein de l'échantillon ont créé une nouvelle entreprise (46,7 % concernant les coopératives plus spécifiquement). Le tiers (34,9%) ont pour leur part pris la relève d'une entreprise existante dans laquelle il ou elle n'a jamais travaillé auparavant (29,8 % pour les coopératives).

CRÉATION OU PRISE DE RELÈVE DE L'ENTREPRISE DIRIGÉE DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE – INDICE ES 2021



¹Par la prise de relève, il est question ici de se joindre à une organisation à titre de dirigeant(e).

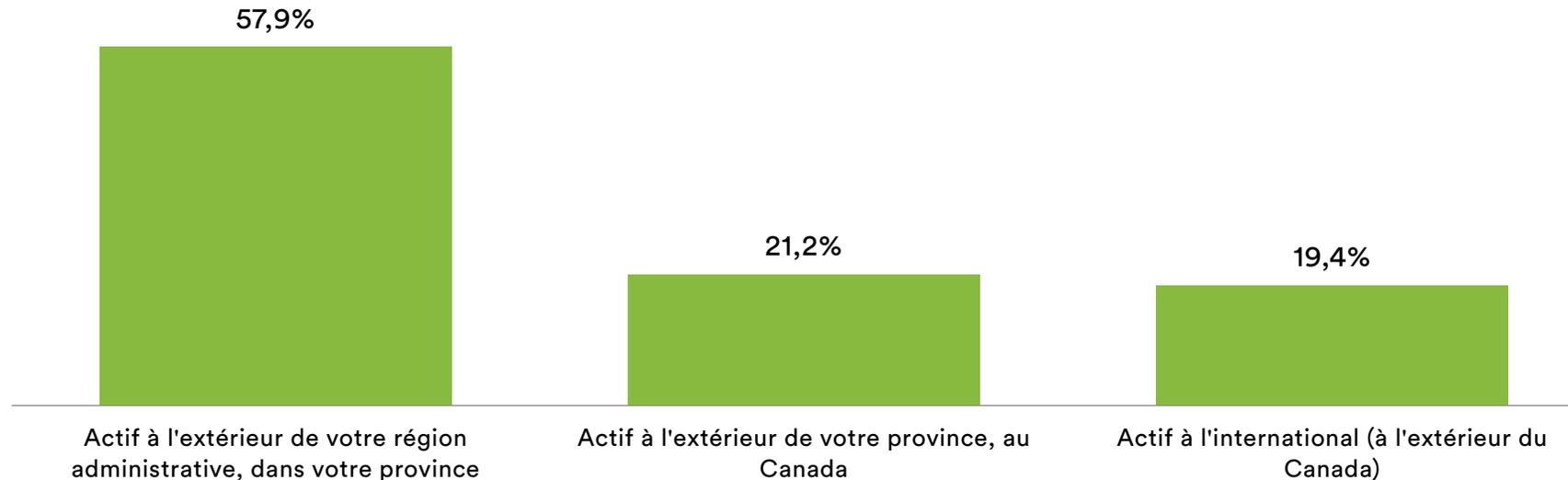
Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

UNE EMPREINTE ÉCONOMIQUE PROVINCIALE ÉVIDENTE

58 %

Des dirigeant(e)s d'entreprises en économie sociale au sein de l'échantillon mentionnent que l'organisation pour laquelle ils ou elles œuvrent est en activité¹ à l'extérieur de leur région administrative, dans leur province. Un(e) dirigeant(e) sur cinq (21,2 %) affirme même que l'organisation est active ailleurs au Canada, et 19,4 % l'est au niveau international.

ACTIVITÉ À L'EXTÉRIEUR DE SA RÉGION, SA PROVINCE OU À L'INTERNATIONAL DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE – INDICE ES 2021 *Plus d'un choix possible.*



¹Le fait d'être actif peut impliquer la réalisation de ventes de biens ou de services, le développement d'alliances stratégiques, l'établissement d'un milieu d'affaires, la sous-traitance ou autres.
Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

2. ENTREPRISES ET DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

2.3- MAIN-D'ŒUVRE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE



LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE COMME PREMIER OBSTACLE IDENTIFIÉ

COMPARATIF



OBSTACLE N° 1

L'ensemble des répondants du volet B ont pu identifier librement dans des champs texte (et ordonner par priorité) les trois plus grands obstacles au développement de l'entreprise qu'ils dirigent. Sans grande surprise, la pénurie de main-d'œuvre arrive en tête de liste. À noter toutefois que le manque de financement est plus notable pour les dirigeant(e)s de l'économie sociale.

À rapport égal, le manque de financement représente un obstacle significativement plus élevé pour les entreprises de l'économie sociale que pour les sociétés en capital action (Inc.)

| | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|--|---------------------------|------------------------|
| | <i>n=</i> 214 | 410 |
| Manque de main-d'œuvre/d'employé(e) (rétention du personnel, etc. et sans précision) | 21,1 % | 17,7 % |
| Manque de financement / le financement | 16,4 % ↑ | 8,0 % |
| La pandémie / la COVID-19 / les restrictions sanitaires | 12,9 % ↑ | 7,9 % |

Les flèches vers le haut ou le bas identifient une différence statistiquement plus élevée ou basse chez les dirigeant(e)s de l'économie sociale.

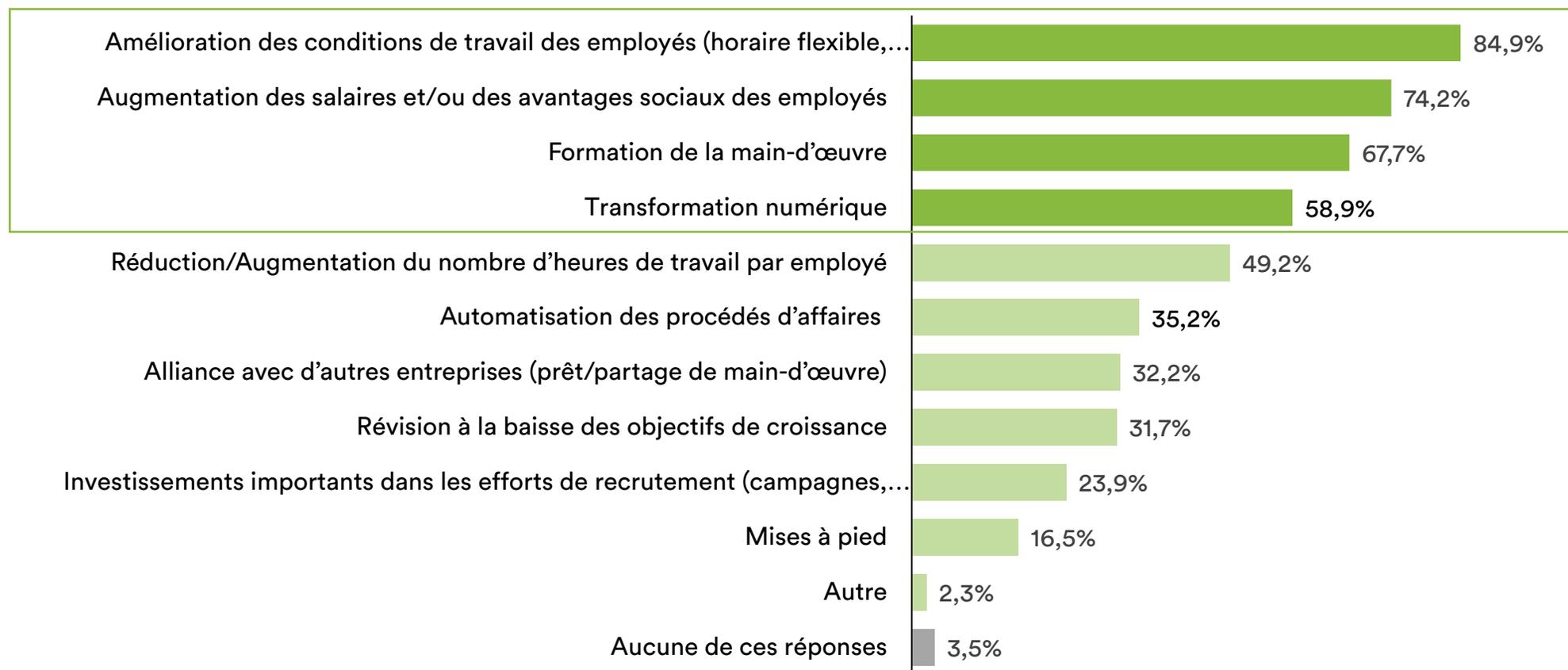
Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) / Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410) – Mentions spontanées

STRATÉGIES ADOPTÉES EN RESSOURCES HUMAINES DANS LA DERNIÈRE ANNÉE POUR FAIRE FACE TANT AU CONTEXTE PANDÉMIQUE QU'AU VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

85 %

Des **dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale** au sein de l'échantillon ont mis en place des stratégies dans la dernière année pour **améliorer les conditions de travail des employé(e)s** (horaire flexible, télétravail, etc.).

% OUI



Plusieurs choix possibles.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale avec un(e) employé(e) ou plus – Volet B (n=201)

STRATÉGIES ADOPTÉES EN RESSOURCES HUMAINES DANS LA DERNIÈRE ANNÉE – UNE FORTE CAPACITÉ D'ADAPTATION EN ÉCONOMIE SOCIALE

COMPARATIF

| | % OUI | TOTAL | TOTAL |
|--|-------|------------------|---------------|
| | | ÉCONOMIE SOCIALE | ÉCONOMIE INC. |
| | n= | 201 | 335 |
| Amélioration des conditions de travail des employés (horaire flexible, télétravail, etc.) | | 84,9 % ↑ | 55,6 % |
| Augmentation des salaires et/ou des avantages sociaux des employés | | 74,2 % ↑ | 48,7 % |
| Formation de la main-d'œuvre | | 67,7 % ↑ | 50,4 % |
| Transformation numérique | | 58,9 % ↑ | 41,6 % |
| Réduction/Augmentation du nombre d'heures de travail par employé | | 49,2 % ↑ | 34,8 % |
| Automatisation des procédés d'affaires | | 35,2 % | 39,6 % |
| Alliance avec d'autres entreprises (prêt/partage de main-d'œuvre) | | 32,2 % | 25,1 % |
| Révision à la baisse des objectifs de croissance | | 31,7 % | 26,4 % |
| Investissements importants dans les efforts de recrutement (campagnes, chasseurs de têtes, etc.) | | 23,9 % | 21,1 % |
| Mises à pied | | 16,5 % | 15,8 % |
| Autre | | 2,3 % | 3,6 % |
| Aucune de ces réponses | | 3,5 % | 2,2 % |

Plusieurs choix possibles.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale avec un(e) employé(e) ou plus – Volet B (n=201) /

Propriétaires d'entreprise (excluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=335)

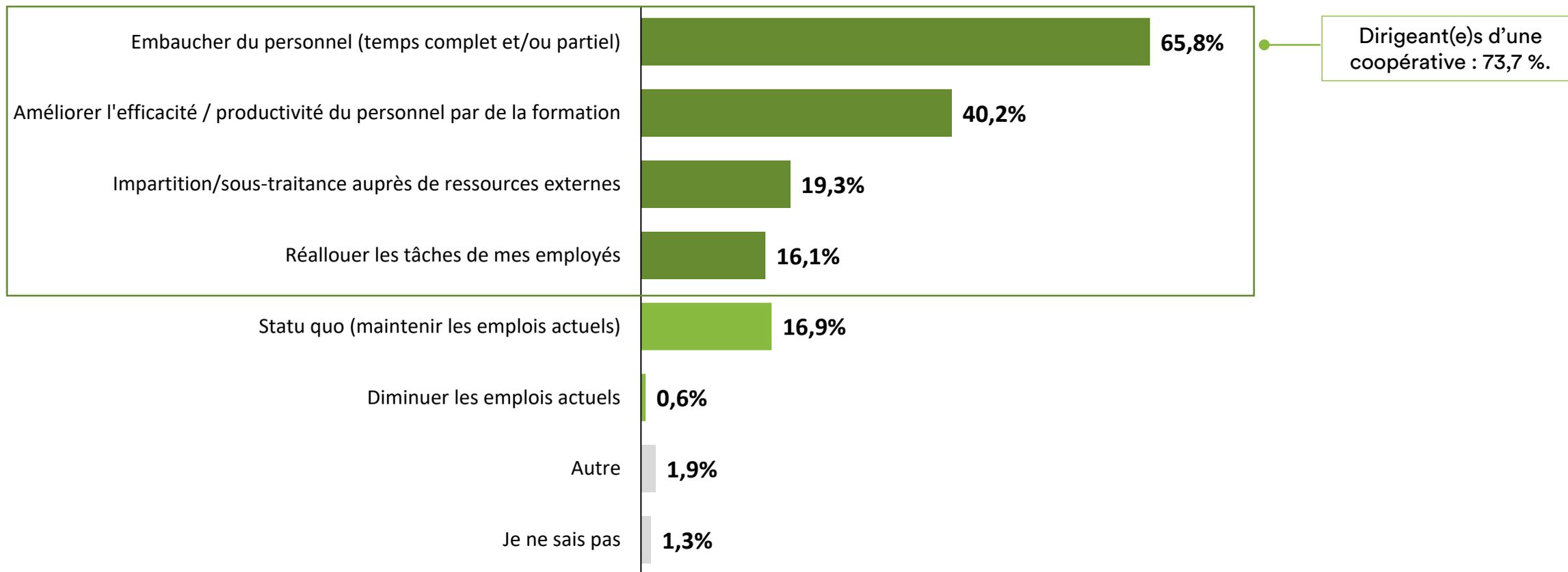
Note : La définition d'un(e) travailleur(euse) autonome n'est pas la même chez les dirigeant(e)s et les propriétaires d'entreprise. Lorsque les travailleurs(euses) autonomes sont exclu(e)s dans la chaîne traditionnelle, les dirigeant(e)s n'ayant aucun employé(e)s ont été exclu(e)s.

INTENTIONS AU NIVEAU DES RESSOURCES HUMAINES AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE

DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

66%

Des **dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale** ayant un(e) employé(e) ou plus comptent **faire croître leur équipe** par l'embauche de personnel. Le taux augmente à 73,7 % pour les dirigeant(e)s de coopérative.



Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale avec un(e) employé(e) ou plus – Volet B (n=201)

INTENTIONS AU NIVEAU DES RESSOURCES HUMAINES AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE – *COMPARATIF*

La perspective d'embaucher dans la prochaine année est tout autant dans la mir des dirigeant(e)s en économie sociale que pour les propriétaires d'entreprises à but lucratif.

| | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|--|------------------------------|------------------------|
| <i>n=</i> | 201 | 292 |
| Embaucher du personnel (temps complet et/ou partiel) | 65,8 % | 60,3 % |
| Améliorer l'efficacité / productivité du personnel par de la formation | 40,2 % ↑ | 29,4 % |
| Impartition/sous-traitance auprès de ressources externes | 19,3 % | 14,8 % |
| Réallocation des tâches de mes employés | 16,1 % ↑ | 9,5 % |
| Statu quo (maintenir les emplois actuels) | 16,9 % | 18,2 % |
| Statu quo en raison du manque de main-d'œuvre | n.d. | 3,8 % |
| Diminuer les emplois actuels | 0,6 % | 0,5 % |
| Autre | 1,9 % | - |
| Rien / ne s'applique pas / je n'ai pas d'employé | n.d. | 2,5 % |
| Je ne sais pas | 1,3 % | 2,8 % |

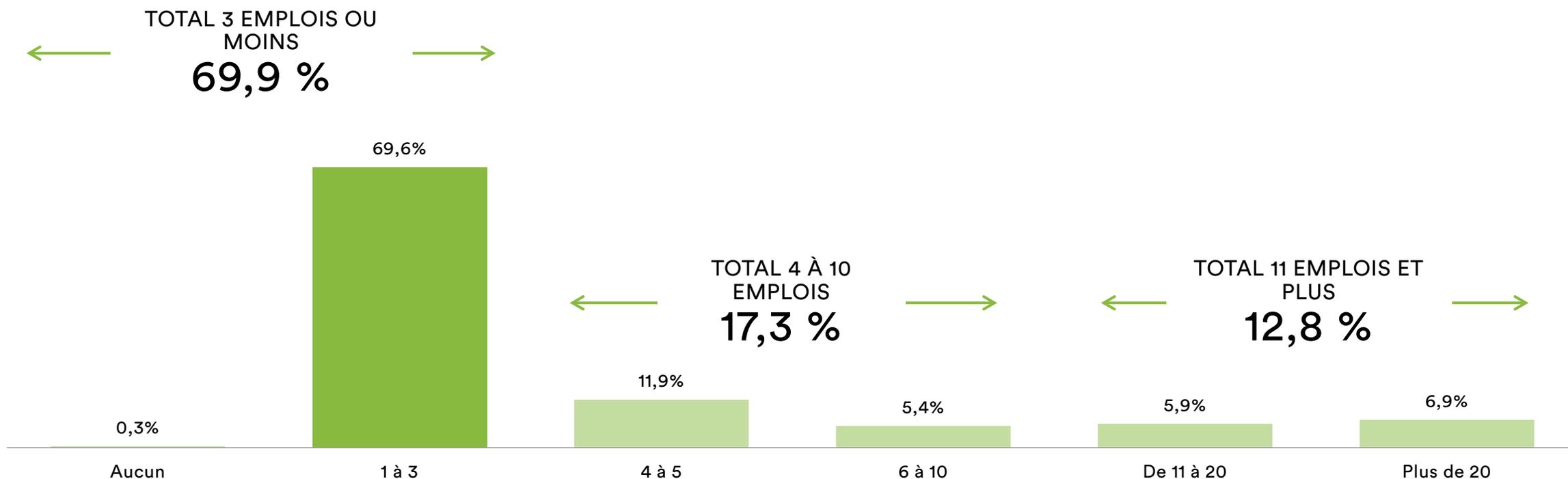
Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale avec un(e) employé(e) ou plus – Volet B (n=201) / Propriétaires d'entreprise d'un employé ou plus – Volet B (n=292)

NOMBRE D'EMPLOIS À COMBLER AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE

DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

70 %

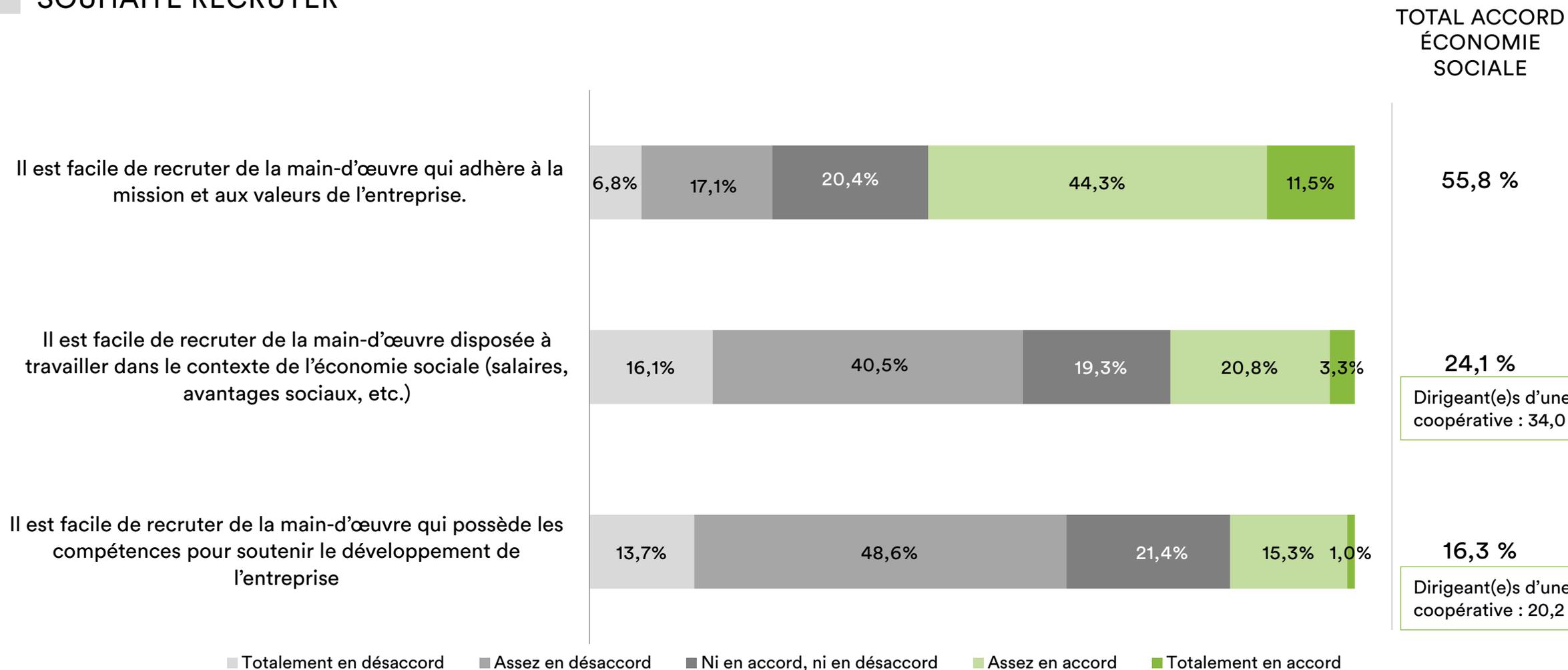
Des dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale ayant l'intention d'embaucher du personnel au cours de la prochaine année estiment que l'entreprise créera trois emplois ou moins dans la prochaine année. Un taux quasi-identique pour les entreprises à capital action (Inc.) par ailleurs (69,7 %).



Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale ayant l'intention d'embaucher du personnel au cours de la prochaine année – Volet B (n=144)

MAIN-D'ŒUVRE ET ÉCONOMIE SOCIALE

LE DÉFI DE L'ADÉQUATION ENTRE L'ATTRAIT GÉNÉRÉ PAR L'ORGANISATION, LES MOYENS DONT ELLE DISPOSE POUR RECRUTER ET LES COMPÉTENCES DES INDIVIDUS QU'ELLE SOUHAITE RECRUTER



STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE : LE DÉVELOPPEMENT ORGANIQUE COMME MOYEN ATTENDU ET PRIVILÉGIÉ

Si *a priori* les notions de fusions et d'acquisitions sont nettement plus usuelles dans l'univers des entreprises INC., certains dirigeant(e)s de l'économie sociale n'écartent pas ces options, ni même celle de créer une autre entreprise que celle qu'ils ou elles dirigent présentement.

On peut supposer que la finalité de ces stratégies en économie sociale n'est pas nécessairement l'accroissement des profits mais la capacité de se doter de moyens accrus pour accomplir la mission sociale de l'entreprise.

À noter que le *statu quo* (ni une croissance ni une décroissance envisagée des activités) a été indiqué par 28,3 % des dirigeant(e)s de l'économie sociale au sein de l'échantillon; et le fait de prévoir une réduction des activités (« décroissance » ou fermeture) était envisagé par 2,0 % de ceux-ci et celles-ci.

TOTAL AU MOINS 1
CHOIX DE
DÉVELOPPEMENT
85,7 %

Développement organique - Faire croître l'entreprise autrement que par la fusion ou l'acquisition

Fusionner avec une autre entreprise

Créer une toute nouvelle entreprise

Faire l'acquisition d'une nouvelle entreprise existante

| | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|---|------------------------------|---------------------------|
| <i>n=</i> | 214 | 410 |
| Développement organique - Faire croître l'entreprise autrement que par la fusion ou l'acquisition | 77,1 % | 69,8 % |
| Fusionner avec une autre entreprise | 13,5 % | 11,9 % |
| Créer une toute nouvelle entreprise | 9,8 % | 20,0 % |
| Faire l'acquisition d'une nouvelle entreprise existante | 5,4 % | 15,5 % |

Plusieurs choix possibles.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /

Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

SOUTIEN POUR LES AFFAIRES COURANTES : BESOIN DE SUBVENTIONS¹

DAVANTAGE IDENTIFIÉ POUR LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

COMPARATIF

Dans un contexte où les finances publiques ont été sursollicitées depuis plus de deux ans, le besoin plus grand en subventions des entreprises de l'économie sociale (pour leurs activités courantes), même s'il est attendu, pourrait les exposer à terme à une plus grande fragilité aussi.

Du côté des dirigeant(e)s d'une coopérative, nous notons des proportions supérieures pour les besoins relatifs au conseil fiscal et comptable (43,0 %) et pour le conseil juridique (41,3 %), ainsi qu'une proportion inférieure pour le soutien relatif aux subventions (72,9 %).

| | n= | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|---|----|------------------------------|------------------------|
| TOTAL AU MOINS UNE FORME DE SOUTIEN | | 214 | 410 |
| | | 95,5 % ↑ | 86,6 % |
| Subventions | | 82,7 % ↑ | 60,5 % |
| Financement privé (investisseurs privés) | | 40,6 % ↑ | 29,3 % |
| Contacts influents | | 39,0 % | 36,2 % |
| Conseil fiscal et comptable (ex. CPA) | | 32,0 % ↓ | 40,7 % |
| Conseil juridique | | 31,7 % | 26,5 % |
| Accompagnement par des entrepreneurs d'expérience | | 30,4 % ↓ | 44,6 % |
| Accès à des réseaux d'entrepreneurs | | 24,7 % ↓ | 38,9 % |
| Autre | | 3,9 % | 2,3 % |
| Aucun besoin de soutien | | 3,6 % ↓ | 8,7 % |
| Je ne sais pas | | 0,9 % ↓ | 4,7 % |

Plusieurs choix possibles.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) / Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

¹Par subvention, il est question ici d'octrois non transactionnels (à titre d'exemple, un contrat de service y est exclu). Il est important de se rappeler que contrairement aux entreprises à capital action, les entreprises de l'économie sociale telles que définies dans ce rapport n'ont pas accès aux crédits d'impôts.

2. ENTREPRISES ET DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

2.4- IMPACTS DE LA CRISE DE LA COVID-19

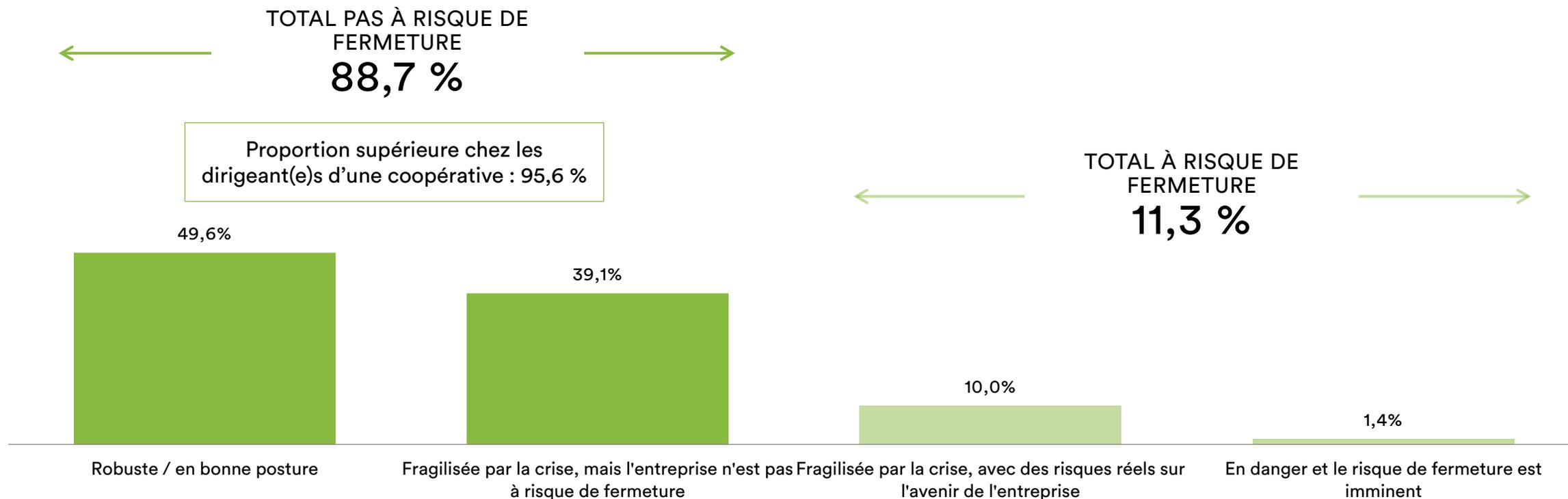


DES ENTREPRISES EN BONNE POSTURE MALGRÉ LES EFFETS DE LA PANDÉMIE

Une robustesse encore plus évidente parmi les coopératives de l'échantillon

89 %

La grande majorité des dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale considère que l'entreprise est en bonne posture ou fragilisée mais sans risque de fermeture, un signe encourageant malgré la crise causée par la pandémie de COVID-19. Le taux grimpe à 95,6 % parmi les répondant(e)s qui dirigent une coopérative.



Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

UNE BONNE POSTURE GLOBALE, COMPARABLE AUX ENTREPRISES INC.

SITUATION GLOBALE DE L'ENTREPRISE COMPARATIF – INDICE ES 2021

| | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|---|------------------------------|---------------------------|
| n= | 214 | 410 |
| TOTAL PAS À RISQUE DE FERMETURE | 88,7 % | 85,3 % |
| Robuste / en bonne posture | 49,6 % | 47,2 % |
| Fragilisée par la crise, mais l'entreprise/mon entreprise n'est pas à risque de fermeture | 39,1 % | 38,1 % |
| TOTAL À RISQUE DE FERMETURE | 11,3 % | 14,7 % |
| Fragilisée par la crise, avec des risques réels sur l'avenir de l'entreprise | 10,0 % | 10,5 % |
| En danger et le risque de fermeture est imminent | 1,4 % | 4,2 % |

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /
Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

UNE SANTÉ FINANCIÈRE PLUS ROBUSTE POUR LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Et des indicateurs encore plus positifs pour les coopératives en général

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE
L'ENTREPRISE DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE

COMPARATIF – INDICE ES 2021

| | | % TOTAL AMÉLIORATION / STABILITÉ | |
|--|---|----------------------------------|---------------------|
| | | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
| | | n= 201 | 335 |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 87,0 % | Niveau de trésorerie | 83,2 % ↑ | 63,5 % |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 86,9 % | Accès au financement externe | 81,7 % ↑ | 70,9 % |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 75,1 % | Niveau d'endettement de l'entreprise | 77,2 % | 69,7 % |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 80,3 % | Profit / rentabilité | 72,6 % | 67,7 % |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 77,2 % | Niveau du chiffre d'affaires | 70,8 % | 71,1 % |
| | Niveau d'endettement personnel ¹ | n.d. | 73,2 % |

¹Contrairement aux sociétés de capital action, le concept d'endettement personnel ne s'applique pas chez les entrepreneurs de l'économie sociale.

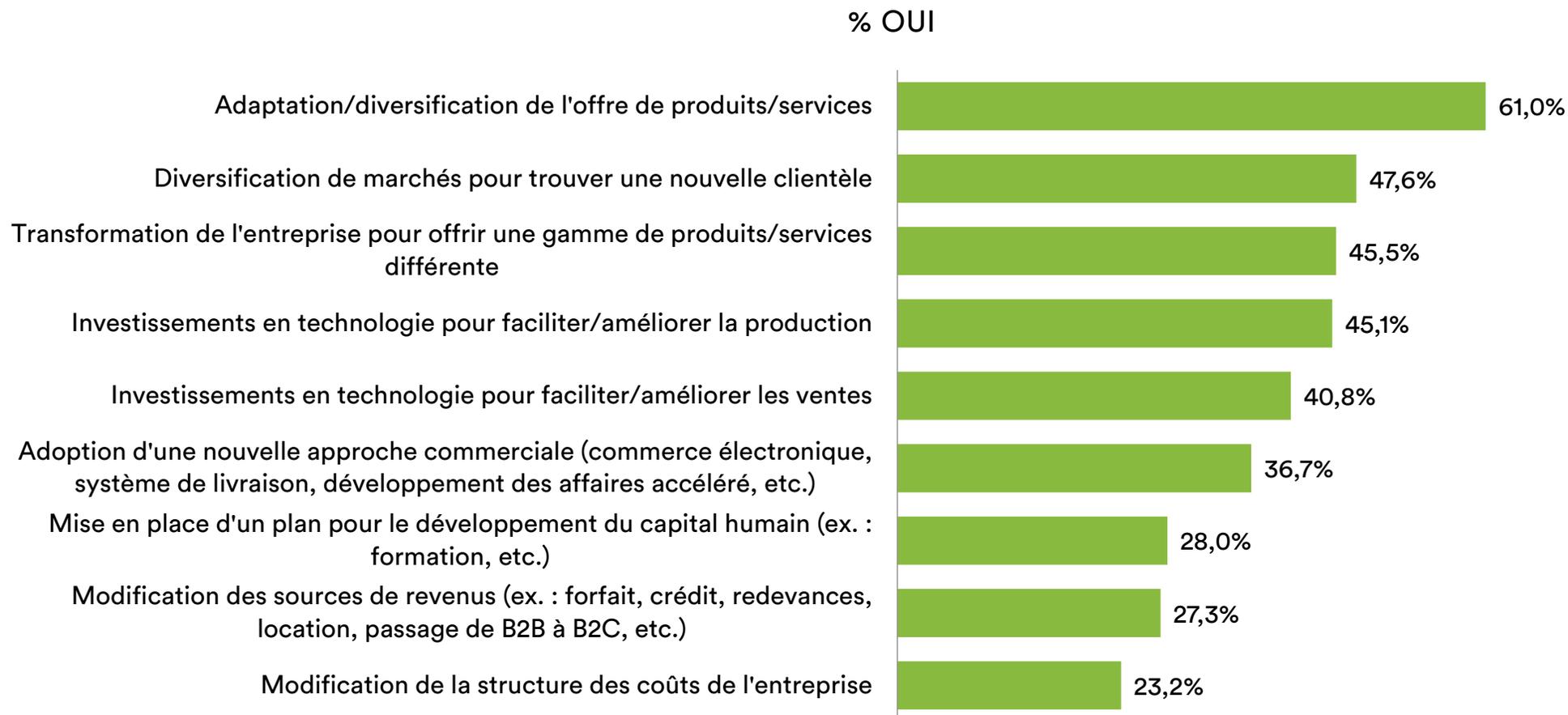
Échelle Likert à 4 points : Amélioration, Stabilité, Détérioration, Préfère ne pas répondre

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale avec un(e) employé(e) ou plus – Volet B (n=201) / Propriétaires d'entreprise (excluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=335)

PIVOTS : UNE MAJORITÉ D'ENTREPRISES EN ÉCONOMIE SOCIALE ONT APPORTÉ DES CHANGEMENTS DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE

76 %

Des dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale indiquent que l'entreprise qu'ils ou elles dirigent a au moins apporté un (1) changement depuis le début de la crise pandémique.



Plusieurs choix possibles.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

STRATÉGIES ET AIDES PERTINENTES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE

SOUTIEN NÉCESSAIRE POUR LA RELANCE
ÉCONOMIQUE

*DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE – INDICE ES
2021*

| CINQ PREMIÈRES POSITIONS (TOTAL « TRÈS » ET « ASSEZ » PERTINENT) | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE |
|--|------------------------------|
| Accompagnement et services-conseils | 84,6 % |
| Soutien sur les salaires | 84,3 % |
| Aide pour le développement des compétences (formation) | 82,8 % |
| Aide à l'investissement (financement) | 82,0 % |
| Aide à l'innovation | 71,1 % |

Plusieurs choix possibles.

Échelle Likert à 5 points: Aide : Très pertinente, Assez pertinente, Peu pertinente, Pas du tout pertinente, Ne s'applique pas

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

LA PANDÉMIE : UN CONTEXTE DIFFICILE POUR LA SANTÉ MENTALE DES ENTREPRENEUR(E)S, QU'ILS/ELLES SOIENT DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE OU PROPRIÉTAIRES

COMPARATIF

Depuis les six (6) derniers mois, s'être « SOUVENT » senti...

| | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|--|------------------------------|---------------------------|
| | <i>n=</i> 214 | 410 |
| ... Comme devant réfléchir à trop de choses en même temps (<i>surcharge cognitive</i>) | 43,9 % | 41,0 % |
| ...Stressé | 37,6 % | 35,8 % |
| ...Découragé et abattu | 13,3 % | 15,0 % |

Échelle Likert à 5 points : Jamais, Rarement, Parfois, Souvent, Toujours.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /

Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

2. ENTREPRISES ET DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

2.5- PÉRENNITÉ ET GOUVERNANCE DES ORGANISATIONS

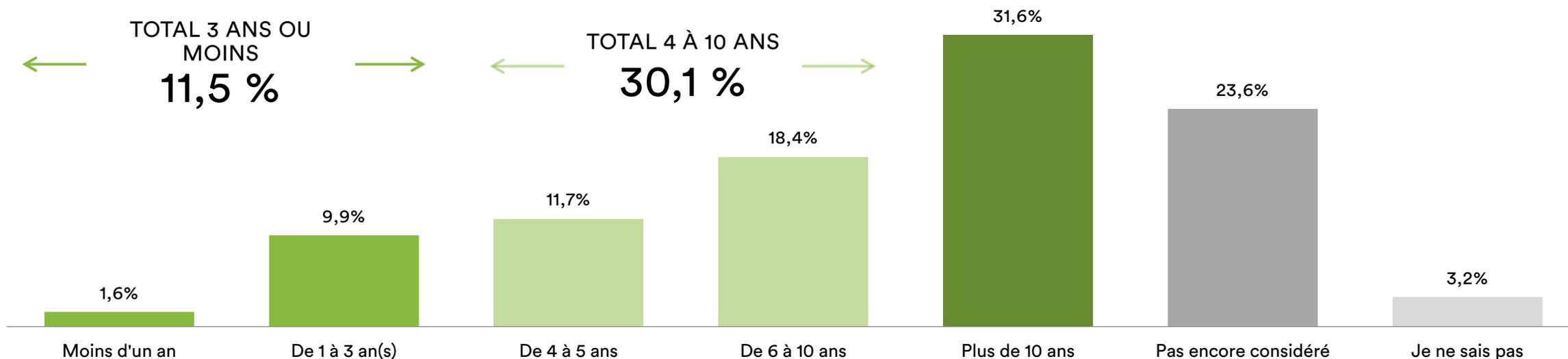


D'ICI 10 ANS OU MOINS, 4 DIRIGEANT(E)S SUR 10 PRENDRONT LEUR RETRAITE, RENDANT LE BESOIN DE PRÉPARATION DE LA RELÈVE UNE RÉALITÉ INCONTOURNABLE

DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le vieillissement de la population touche l'ensemble des entrepreneurs du Québec. Ainsi, 1 dirigeant(e) sur 10 d'une entreprise de l'économie sociale compte prendre sa retraite dans moins de 3 ans, et 3 autres à l'intérieur de 4 à 10 ans. Une donnée somme toute importante, considérant le niveau de préparation peu élevé à l'égard d'un plan de relève (voir la page suivante). Les données sont similaires pour les propriétaires d'entreprise à capital action (Inc.).

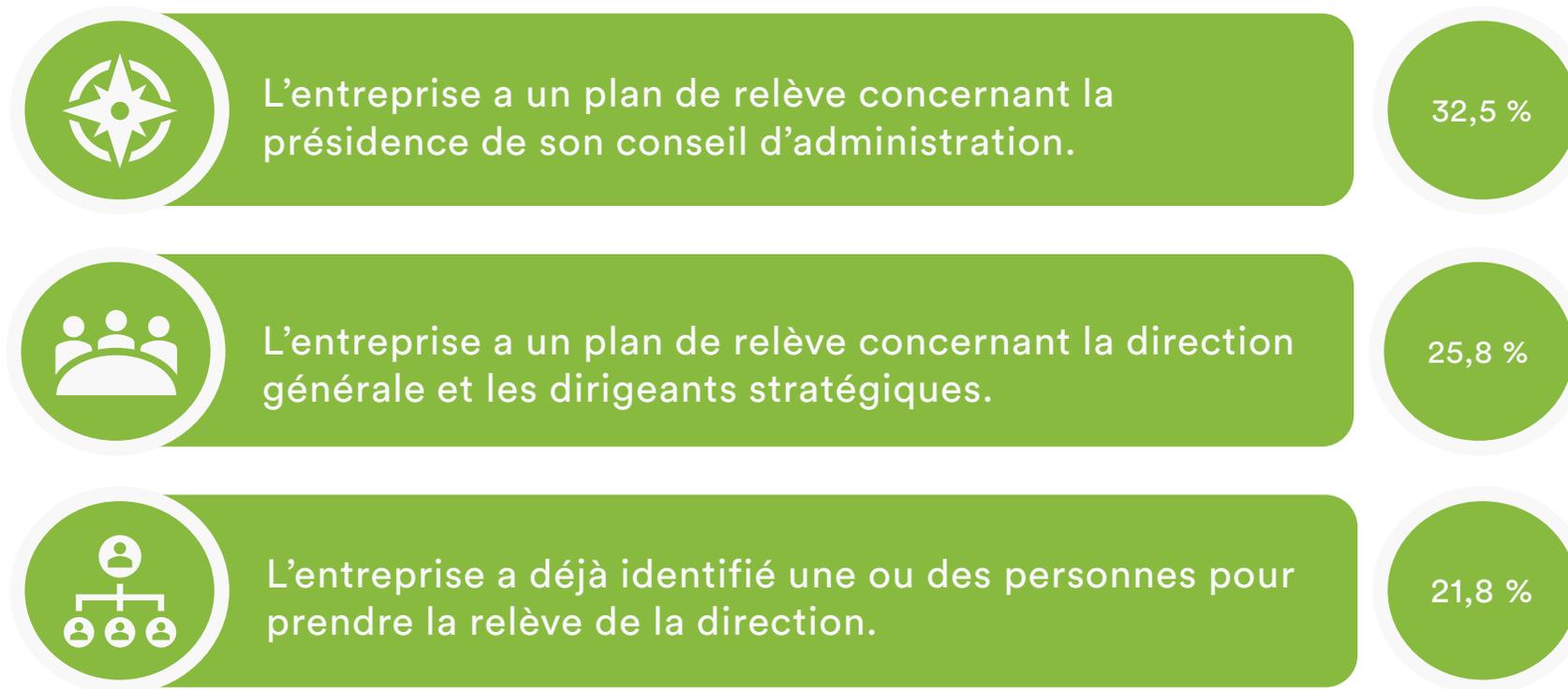
Du côté des dirigeant(e)s de coopératives, soulignons que le taux d'individus envisageant une retraite dans plus de 10 ans est de 40,6 %.



Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

UNE MINORITÉ D'ENTREPRISES EN ÉCONOMIE SOCIALE A PRÉVU UN OU DES ÉLÉMENTS RELATIFS À SON PLAN DE RELÈVE

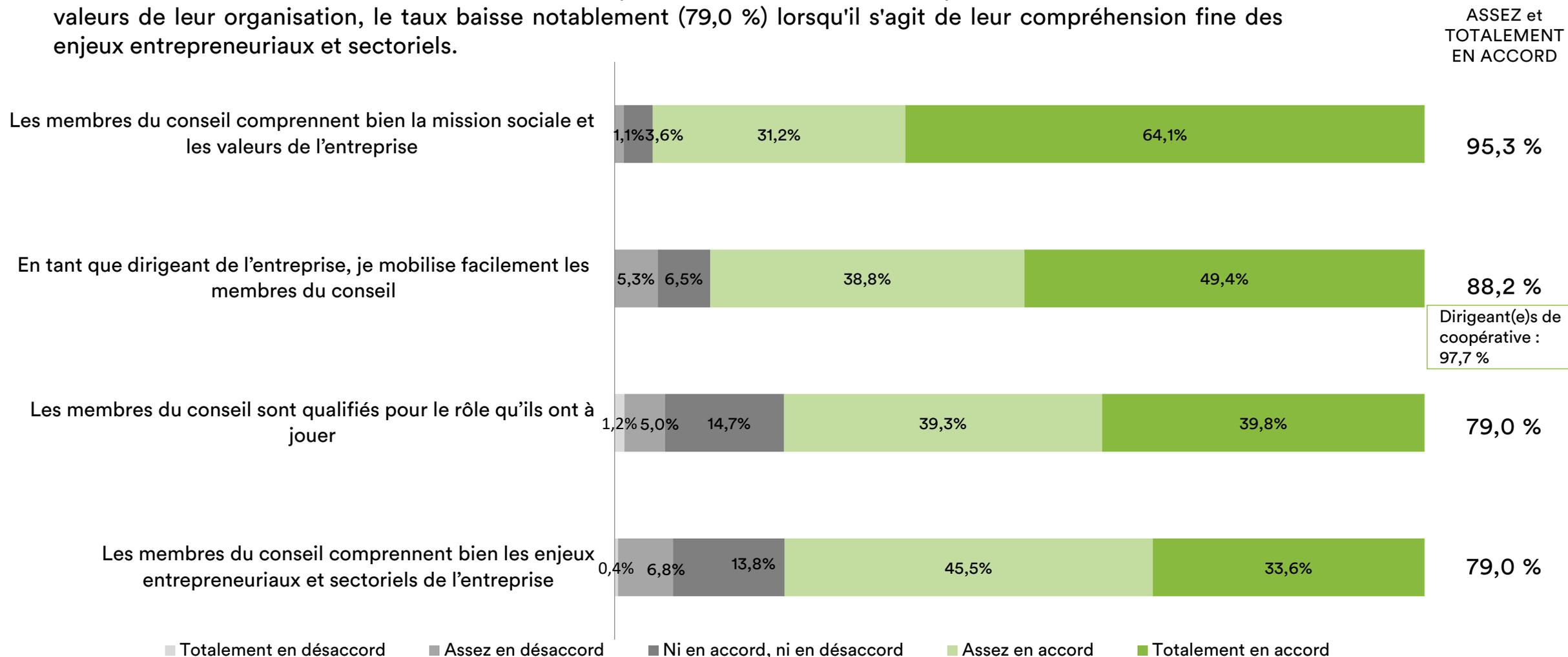
Les conseils d'administration sont un socle qui facilite la bonne continuité des opérations des entreprises, qu'elles soient de l'économie sociale ou INC. La présence de ces conseils ne garantit pas pour autant l'existence d'un plan de relève au sein d'une organisation. Parmi le présent échantillon de dirigeant(e)s en économie sociale, une minorité de ces personnes affirme que leur organisation a prévu un tel plan de relève; ce qui peut les exposer à une certaine fragilité.



Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

UNE GOUVERNANCE AU DIAPASON DE L'ORGANISATION ?

Si la quasi-totalité (95,3 %) des dirigeant(e)s d'entreprise en économie sociale au sein de l'échantillon sont « assez » ou « totalement » en accord avec le fait que leurs administrateurs comprennent bien la mission et les valeurs de leur organisation, le taux baisse notablement (79,0 %) lorsqu'il s'agit de leur compréhension fine des enjeux entrepreneuriaux et sectoriels.



2. ENTREPRISES ET DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

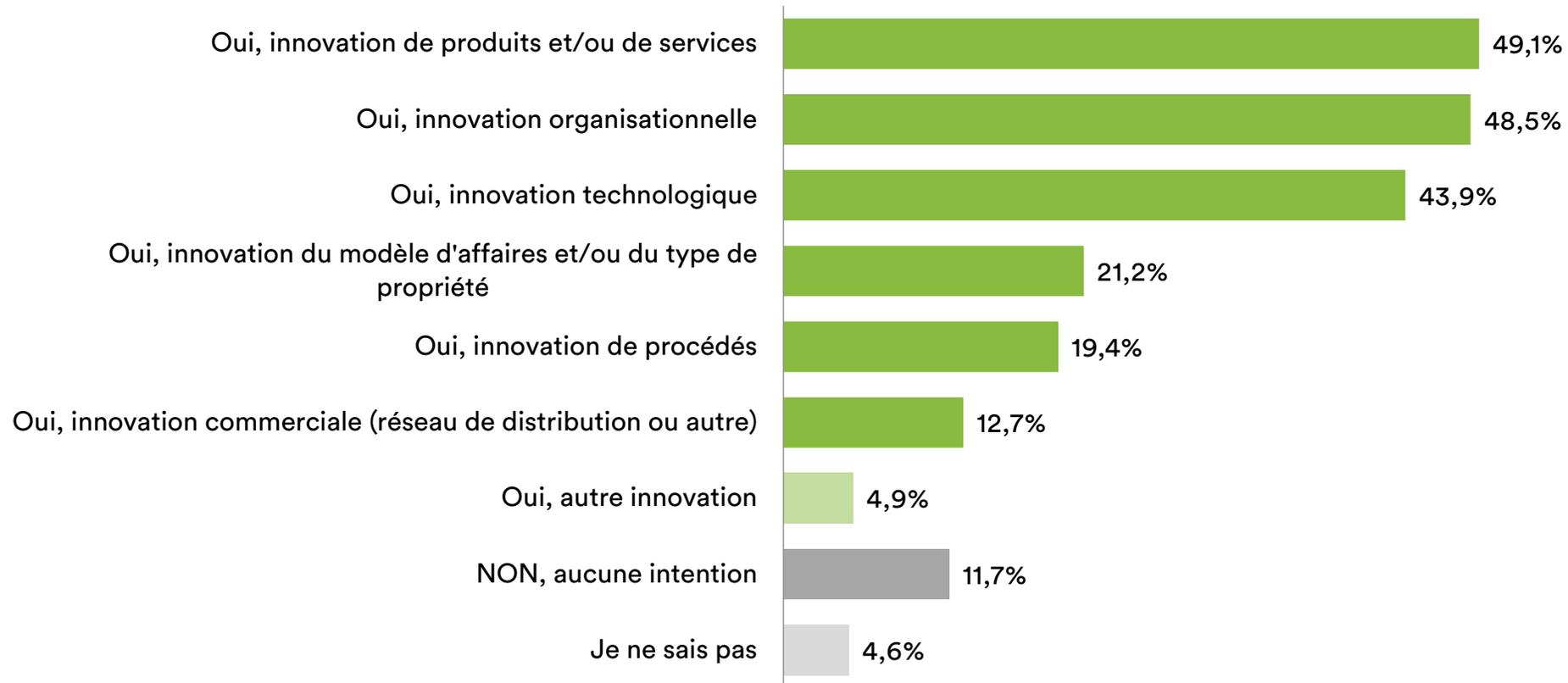
2.6- INNOVATION ET IMPACT SOCIAL



UNE PROPENSION ÉVIDENTE À L'INNOVATION AU SEIN DES ENTREPRISES ISSUES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

84 %

Des dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale au sein de l'échantillon indiquent une intention d'investir des ressources financières afin d'innover au cours de la prochaine année.



TOTAL AU MOINS UNE INNOVATION
83,7 %

Plusieurs choix possibles. Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

DES ENTREPRISES EN ÉCONOMIE SOCIALE VISIBLEMENT PROPULSÉES PAR L'INNOVATION

L'INNOVATION ORGANISATIONNELLE, AU CŒUR DES STRATÉGIES PRIVILÉGIÉES

VOULOIR INVESTIR EN INNOVATION DANS LA PROCHAINE ANNÉE

COMPARATIF – INDICE ES 2021

| | n= | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|---|----|---------------------------|------------------------|
| | | 214 | 410 |
| TOTAL AU MOINS UNE INNOVATION | | 83,7 % ↑ | 76,9 % |
| Oui, innovation de produits et/ou de services | | 49,1 % | 52,4 % |
| Oui, innovation organisationnelle | | 48,5 % ↑ | 24,8 % |
| Oui, innovation technologique | | 43,9 % | 44,8 % |
| Oui, innovation du modèle d'affaires et/ou du type de propriété | | 21,2 % | 23,3 % |
| Oui, innovation de procédés | | 19,4 % | 24,1 % |
| Oui, innovation commerciale (réseau de distribution ou autre) | | 12,7 % ↓ | 21,7 % |
| Oui, autre innovation | | 4,9 % ↑ | 1,9 % |
| NON, aucune intention | | 11,7 % | 16,4 % |
| Je ne sais pas | | 4,6 % | 6,7 % |

Plusieurs choix possibles. Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) / Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

SOUTIEN POUR INNOVER : BESOIN PLUS ÉVIDENT D'AIDES FINANCIÈRES PUBLIQUES ET PRIVÉES CHEZ LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

COMPARATIF

| | | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|--|---|---------------------------|------------------------|
| | | n= 214 | 410 |
| TOTAL AU MOINS UNE FORME DE SOUTIEN | | 94,2 % ↑ | 81,1 % |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 61,0 % | Financement public | 74,6 % ↑ | 44,7 % |
| | Financement privé | 50,8 % ↑ | 33,6 % |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 34,5 % | Conseil technique | 45,9 % | 41,3 % |
| | Accompagnement par des entrepreneurs d'expérience | 35,1 % | 40,0 % |
| Dirigeant(e)s d'une coopérative : 19,1 % | Contacts influents | 34,7 % | 34,9 % |
| | Collaboration avec des institutions de recherche ou universités | 32,9 % ↑ | 22,9 % |
| | Accès à des réseaux d'entrepreneurs | 26,5 % ↓ | 37,4 % |
| | Autre | 3,0 % | 4,2 % |
| | Aucun besoin de soutien | 3,6 % ↓ | 12,2 % |
| | Je ne sais pas | 2,2 % ↓ | 6,7 % |

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /
Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

DES ENTREPRISES EN ÉCONOMIE SOCIALE SENSIBLES À LEUR IMPUTABILITÉ SOCIALE *COMPARATIF*

| | % OUI | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
|---|-------|------------------------|---------------------|
| | | n= 201 | 335 |
| Une politique officielle d'équité salariale homme-femme | | 57,3% | 51,5% |
| Une politique officielle de développement durable (l'entreprise exerce ses activités de façon responsable et durable, promeut un ou plusieurs intérêts sociaux) | | 56,2% | 50,0% |
| Une politique officielle d'approvisionnement local | | 35,2% | 36,5% |
| Une politique officielle de recrutement des minorités et des personnes issues de la diversité ethnoculturelle | | 25,6% | 21,0% |
| Une approche officielle d'économie circulaire | | 23,7% | 23,2% |

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale avec un(e) employé(e) ou plus – Volet B (n=201) / Propriétaires d'entreprise (excluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=335)

Note : La définition d'un(e) travailleur(euse) autonome n'est pas la même chez les dirigeant(e)s et les propriétaires d'entreprise. Lorsque les travailleurs(euses) autonomes sont exclu(e)s dans la chaîne traditionnelle, les dirigeant(e)s n'ayant aucun employé(e)s ont été exclu(e)s.

2. ENTREPRISES ET DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

2.7- REGARD SUR LES INDIVIDUS : MOTIVATIONS, COMPÉTENCES ET BESOIN D'ACCOMPAGNEMENT

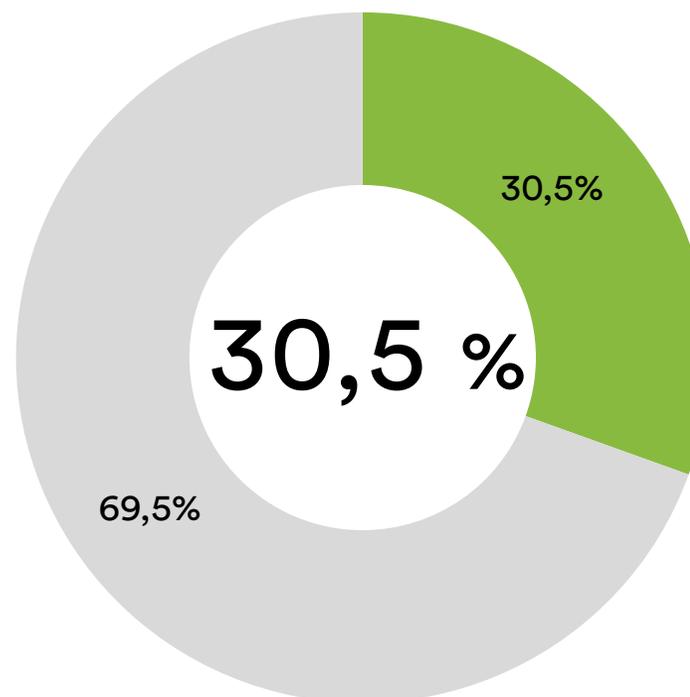


ENTREPRENEURIAT HYBRIDE POUR PRÈS DU TIERS DES DIRIGEANT(E)S

31 %

Des dirigeant(e)s d'une entreprise de l'économie sociale au sein de l'échantillon sont employé(e)s (à temps plein ou partiel) d'une autre entreprise ou organisation que celle(s) dirigée(s). Un contexte qui peut susciter des besoins différents (en termes d'accompagnement, notamment). Cet indicateur n'est toutefois pas différent de ce qui est observé du côté des entreprises INC. (31,7%) du volet B.

PROPORTION DE DIRIGEANT(E)S DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE ÉTANT
EMPLOYÉ(E)S (À TEMPS PLEIN OU
PARTIEL) D'UNE AUTRE ENTREPRISE OU
ORGANISATION QUE CELLE(S) DIRIGÉE(S)



Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /
Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes – Volet B (n=410)

DES DIRIGEANT(E)S NOUVELLEMENT À LA BARRE DES ORGANISATIONS

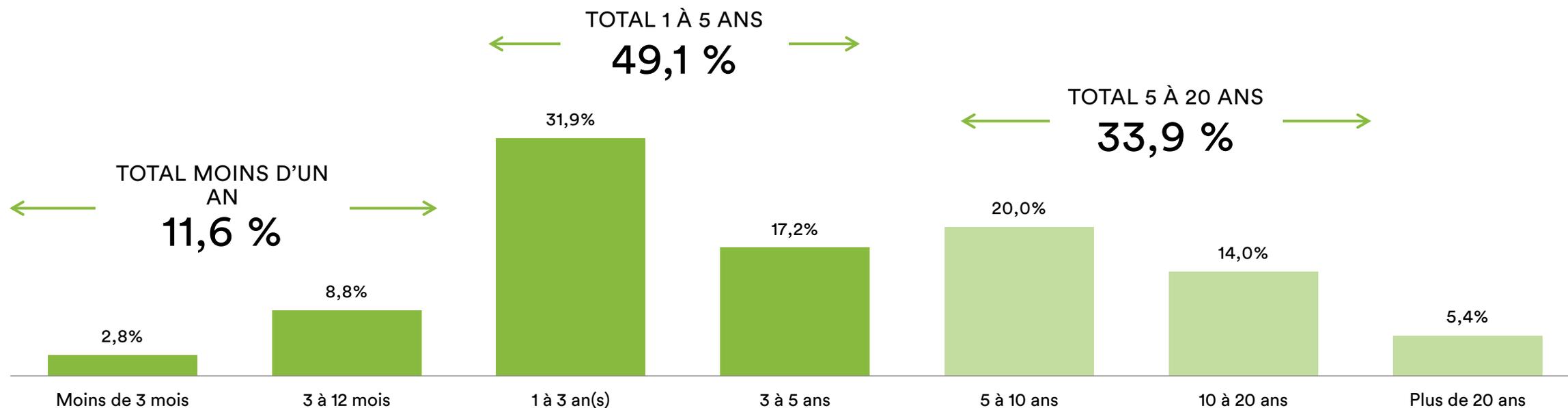
DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

61 %

Plus de la moitié des répondant(e)s affirment être à la tête de l'entreprise qu'ils ou elles dirigent depuis 5 ans ou moins (11,6 % depuis un an et moins, ce taux étant à 8,9 % pour les propriétaires d'entreprise INC.).

Même si les données ne permettent pas de savoir s'il s'agit d'une première expérience entrepreneuriale pour les répondant(e)s, il s'agit toutefois d'une large proportion de nouveaux et nouvelles dirigeant(e)s, avec tous les défis que cela peut comporter. Cet aspect est sans doute compensé par la présence d'une gouvernance (conseil d'administration) venant palier à ce potentiel manque de maturité entrepreneuriale des dirigeant(e)s.

À noter que du côté des coopératives, la tranche des répondant(e)s possédant « 10 ans et plus » d'expérience se situe à 25,5 % (19,4 % pour l'ensemble des répondant(e)s).



Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)

DE PROPRIÉTAIRE D'UNE ENTREPRISE À BUT LUCRATIF À DIRIGEANT(E) D'UNE ENTREPRISE EN ÉCONOMIE SOCIALE : UN CHEMIN EMPRUNTÉ PAR PLUSIEURS

1 sur 4

Parmi l'échantillon, le quart (24,9 %) des dirigeant(e)s d'entreprises issues de l'économie sociale affirment avoir déjà été propriétaire d'une entreprise à but lucratif ou travailleur(e) autonome. Ce chemin parcouru par plusieurs montre à quel point les individus peuvent bénéficier d'un écosystème sans frontières, ouvert sur l'ensemble des possibilités et modalités de l'entrepreneuriat !

Soulignons aussi la proportion de dirigeant(e)s d'une coopérative qui affirment avoir auparavant dirigé une autre entreprise en économie sociale (23,4 %), témoignant ainsi d'une expérience entrepreneuriale précieuse pour ces dirigeant(e)s.

| CINQ PREMIÈRES POSITIONS | |
|--|--------|
| Salarié(e) (permanent(e) ou contractuel(le)) dans une entreprise | 48,7 % |
| Propriétaire d'une entreprise à but lucratif ou travailleur(euse) autonome | 24,9 % |
| Dirigeant(e) d'une autre entreprise en économie sociale | 12,8 % |
| Aux études | 5,2 % |
| À la retraite | 1,4 % |

● Dirigeant(e)s d'une coopérative : 23,4 %

● Dirigeant(e)s d'une coopérative : 10,6 %

GÉNÉRER UN IMPACT POSITIF POUR LA SOCIÉTÉ : AU CŒUR DES MOTIVATIONS À DEVENIR DIRIGEANT(E) D'UNE ENTREPRISE EN ÉCONOMIE SOCIALE

COMPARATIF

Il est intéressant de comparer les motivations à entreprendre des personnes présentement dirigeant(e)s comparativement à celles des personnes à l'étape des démarches (en vue de créer ou de prendre la relève d'une entreprise de l'économie sociale).

Si les motivations tournées vers l'impact positif sur la société sont similaires pour les deux groupes, les motivations liées à l'autodétermination (être en contrôle, besoin d'indépendance), aux aspects pécuniers (ex.: augmentation des revenus) et au fait de vouloir exploiter une bonne idée d'affaires sont beaucoup plus fortes pour les personnes en démarches.

Les données ne permettent pas d'expliquer ces différences marquées. Est-ce un phénomène lié à l'âge des répondants et répondantes (que l'on peut présumer plus jeune chez les « démarcheurs ») et à leur méconnaissance des réalités économiques ? La question demeure...

| | % TOTAL ACCORD | |
|---|------------------------|---------------------|
| | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE | TOTAL ÉCONOMIE INC. |
| | n= 214 | 410 |
| Je voulais faire quelque chose d'utile pour la société | 95,2 % ↑ | 77,5 % |
| Désir d'accomplissement personnel, réaliser un rêve, une passion | 87,6 % ↓ | 92,8 % |
| Pour être en contrôle de ma vie | 62,2 % ↓ | 90,1 % |
| Le besoin d'indépendance (ne pas avoir un patron) | 60,2 % ↓ | 88,8 % |
| Je voulais exploiter une bonne idée d'affaires | 56,6 % ↓ | 82,0 % |
| Mieux concilier la vie familiale et professionnelle | 44,9 % | 52,6 % |
| Le besoin d'avoir un revenu suffisant pour survivre | 36,5 % | 33,4 % |
| Insatisfaction avec mon ancien emploi | 35,8 % ↓ | 51,7 % |
| Pour arriver à une meilleure position dans la société | 32,5 % | 39,7 % |
| Pour augmenter mes revenus | 28,8 % ↓ | 44,9 % |
| Parce que ma vie personnelle ou familiale a changé (enfant qui grandit, séparation, etc.) | 23,2 % | 22,4 % |
| Parce que je me sentais discriminé(e) ou plafonné(e) dans mon ancien emploi | 20,2 % ↓ | 29,3 % |
| Pour suivre l'exemple d'une personne que j'admirais | 17,0 % | 21,1 % |
| La pandémie de la COVID-19 m'a permis de repérer une occasion d'affaires | 16,8 % | 16,9 % |
| Revenus insuffisants à la retraite | 13,7 % | 16,5 % |
| Dû à la pandémie de la COVID-19, j'ai eu besoin d'un revenu suffisant pour survivre | 11,3 % | 8,5 % |
| Je voulais gagner beaucoup d'argent | 6,4 % ↓ | 33,4 % |
| Pour continuer la tradition familiale | 6,2 % ↓ | 11,1 % |

Plusieurs choix possibles.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /

Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

AUTOEFFICACITÉ, COMPÉTENCES ET PRISE DE RISQUE : JONGLER ENTRE CAPACITÉS ET RESPONSABILITÉS

COMPARATIF

Au sein de l'échantillon, les dirigeant(e)s d'entreprises en économie sociale affichent un sentiment d'auto-efficacité et une perception de leurs compétences plus grands que leurs homologues propriétaires d'entreprises à but lucratif.

| | % TOTAL ACCORD | |
|--|----------------------------------|----------------------------|
| | TOTAL ÉCONOMIE SOCIALE n= 214 | TOTAL ÉCONOMIE INC. 410 |
| Je préfère être dirigeant(e) d'une entreprise d'économie sociale, avec les responsabilités et limitations que cela comporte, plutôt que d'occuper une autre fonction dans une autre organisation. <i>* Je préfère être propriétaire d'entreprise, avec ce que ça comporte d'incertitudes, plutôt que d'occuper un poste bien rémunéré et stable</i> | 80,2 % | * 74,8 % |
| J'ai une grande facilité à bien négocier dans mes relations d'affaires | 73,7 % ↑ | 65,9 % |
| J'ai de la facilité à trancher dans des moments d'incertitudes | 73,0 % | 70,8 % |
| Je me sens toujours à l'aise à présenter les chiffres et le plan d'affaires de l'entreprise à des institutions financières | 72,7 % ↑ | 58,9 % |
| Je préfère que l'entreprise soit la plus stable possible du point de vue financier, quitte à rater des opportunités d'affaires et de croissance | 57,8 % ↑ | 43,1 % |

Échelle Likert à 5 points.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214) /

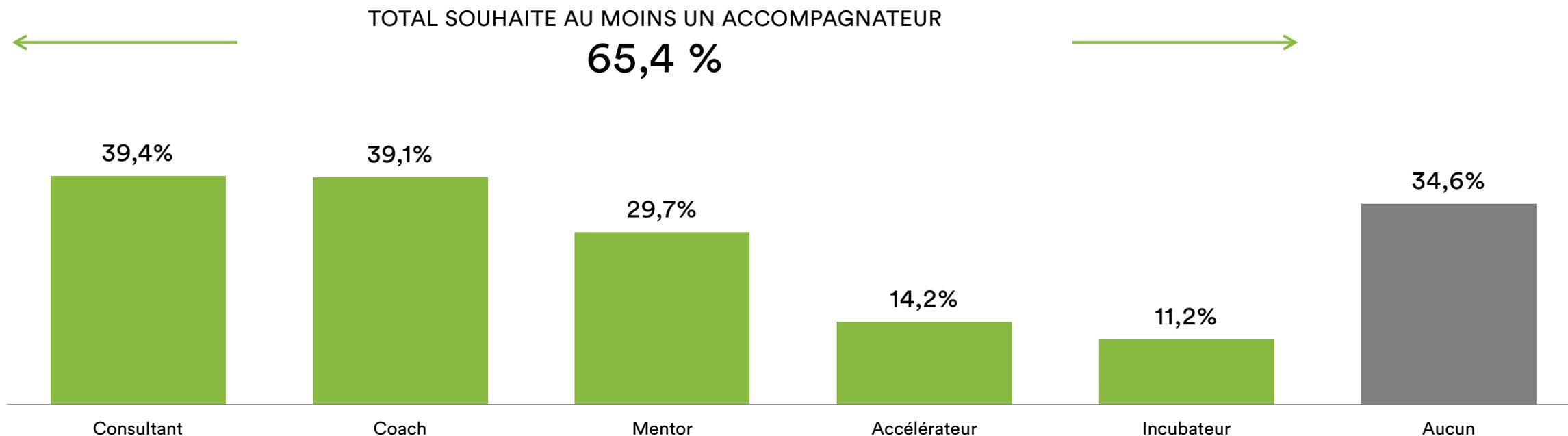
Propriétaires d'entreprise (incluant les travailleur(euse)s autonomes) – Volet B (n=410)

DEUX TIERS DES DIRIGEANT(E)S SOUHAITENT UN ACCOMPAGNEMENT EN REGARD DE LEURS ACTIVITÉS ENTREPRENEURIALES

DIRIGEANT(E)S DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

65 %

Des dirigeant(e)s en économie sociale aimeraient recevoir un accompagnement personnalisé. L'accompagnement d'un(e) consultant, d'un(e) coach ou d'un(e) mentor sont les plus en demande.



Plusieurs choix possibles.

Base : Dirigeant(e)s de l'économie sociale – Volet B (n=214)



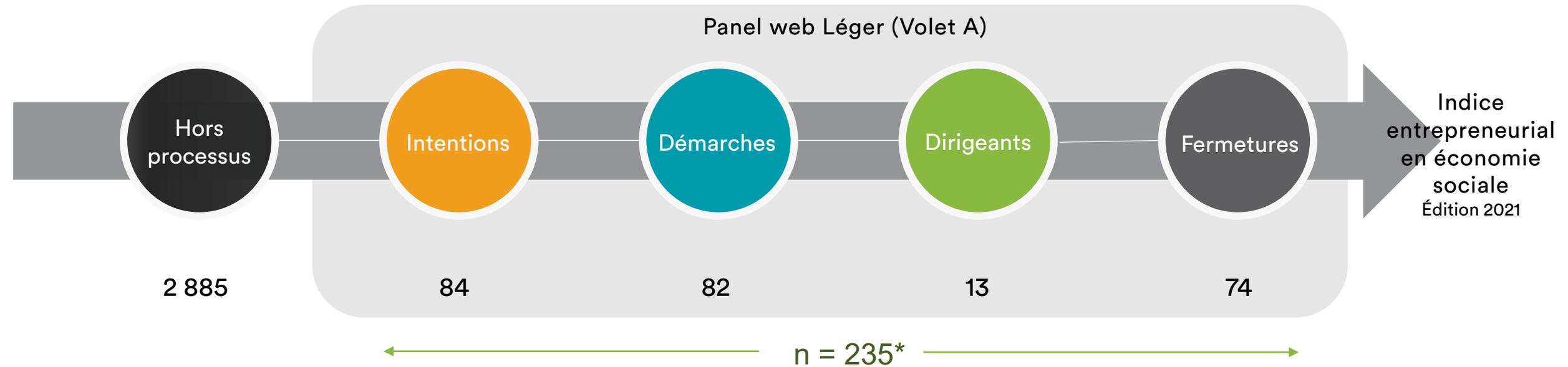
LES INDICATEURS DE BASE DE L'ENTREPRENEURIAT EN ÉCONOMIE SOCIALE



VOLET A

235

Individus ont répondu à l'une ou l'autre des étapes de la chaîne entrepreneuriale en économie sociale. À cela s'ajoute 2 885 répondants n'ayant pas signifié l'intention de se lancer en affaires, initié des actions concrètes en la matière ou être actuellement à la tête d'une organisation en économie sociale. Ceux-ci ont toutefois permis de mesurer la perception du grand public face à l'entrepreneuriat.

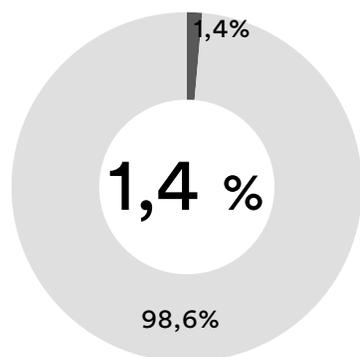


*Le cumul du nombre de répondants par élément individuel de la chaîne peut ne pas être l'équivalent du nombre total indiqué pour la chaîne complète. À titre d'exemple, un même individu peut être à la fois dirigeant et également être en processus de démarche pour une nouvelle entreprise.

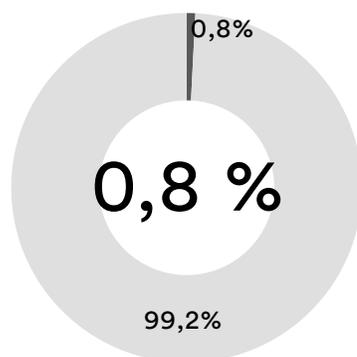
LES INDICATEURS DE BASE DE L'ENTREPRENEURIAT EN ÉCONOMIE SOCIALE

TYPES

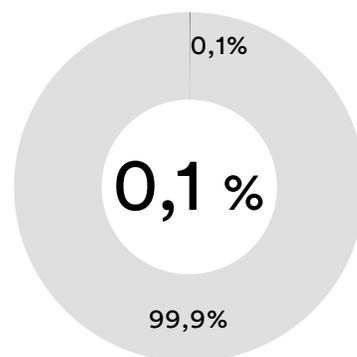
INTENTIONS D'ENTREPRENDRE



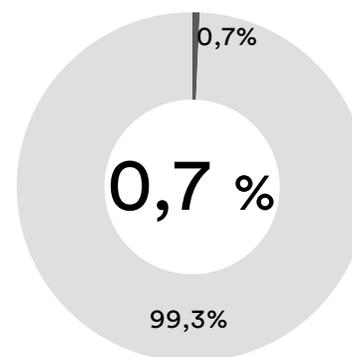
DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE



DIRIGEANT(E)S EN ÉCONOMIE SOCIALE



FERMETURES D'ENTREPRISES



DIFFÉRENCES SIGNIFICATIVES

Les données en **gras vert** signalent une proportion **significativement supérieure** à celle des autres répondant(e)s. À l'inverse, les données en **gras rouge** signalent une proportion **significativement inférieure** à celle des autres répondant(e)s.

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les résultats sur les dirigeant(e)s d'économie sociale ont été tirés du volet B. Lorsque possible, les résultats sont comparés à ceux des propriétaires d'entreprise de la chaîne traditionnelle. Ainsi, les flèches pointant vers le haut (↑) indiquent un résultat statistiquement plus élevé chez les dirigeant(e)s de l'économie sociale que chez les propriétaires d'entreprise INC., alors que les flèches pointant vers le bas (↓) indiquent un résultat statistiquement plus faible chez les dirigeant(e)s de l'économie sociale que chez les propriétaires d'entreprise INC.

Le volet présenté est toujours indiqué dans le coin supérieur gauche de chaque page.

| | TOTAL QC ES | TOTAL QC ES+INC | SEXE ES | | ÂGE ES | | | IMMIGRANT(E)S ¹ ES | |
|------------------------------|-------------|--------------------|---------|-------|--------|-------|-------|-------------------------------|-------|
| | | | H | F | 18-34 | 35-49 | 50+ | Oui | Non |
| | n= 6 228 | 6 228 | 2 954 | 3 260 | 1 614 | 1 386 | 3 228 | 807 | 5 408 |
| Intentions d'entreprendre | 1,4 % | 15,1 % | 1,4 % | 1,5 % | 3,1 % | 1,5 % | 0,5 % | 2,7 % | 1,2 % |
| Démarches pour entreprendre | 0,8 % | 7,2 % | 0,9 % | 0,6 % | 1,7 % | 1,0 % | 0,2 % | 1,6 % | 0,7 % |
| Dirigeants(es) d'entreprises | 0,1 % | 5,6 % ³ | 0,1 % | 0,1 % | - | 0,3 % | 0,1 % | 0,2 % | 0,1 % |
| Fermetures d'entreprises | 0,7 % | 10,0 % | 0,9 % | 0,4 % | 1,2 % | 0,5 % | 0,5 % | 1,1 % | 0,6 % |

¹Dans le questionnaire, les immigrants(es) sont défini(e)s comme étant des personnes citoyennes canadiennes par naissance, nées de parents canadiens (ou nées au Canada de parents légalement établis).

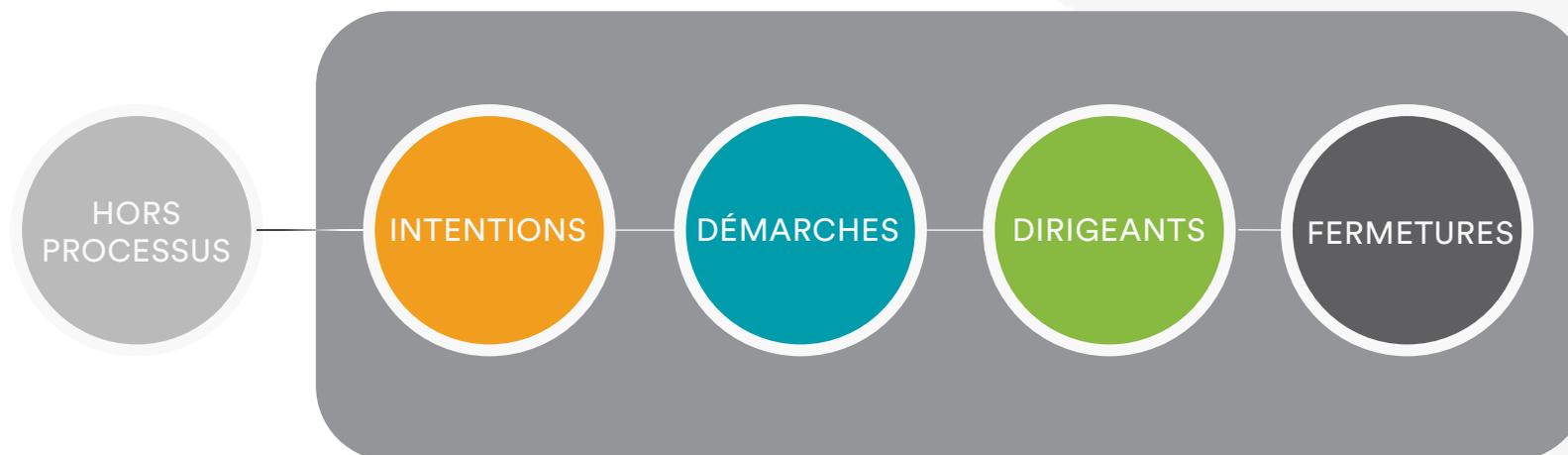
²Les totaux indiqués sont pondérés afin d'être le plus représentatif de la population. Pour plus de détail, se référer à la page 70 du présent rapport.

³Propriétaires d'entreprise ET dirigeant(e)s.

GRANDE CHAÎNE ENTREPRENEURIALE

21 QUÉBÉCOIS(E)S SUR 1 000

font partie d'au moins une des étapes de la chaîne entrepreneuriale en économie sociale.



MÉTHODOLOGIE

VOLET A



COMMENT

L'étude provinciale a été réalisée au moyen d'un **sondage Web** auprès des Québécois(e)s.

QUI

Échantillon représentatif de **6 228 répondant(e)s âgé(e)s de 18 ans ou plus pouvant s'exprimer en français ou en anglais**. Ce volet couvre toutes les étapes de la chaîne entrepreneuriale : intentions, démarches, propriétaires, fermetures et individus qui ne sont pas dans le processus entrepreneurial (ou « chaîne entrepreneuriale »).

Parmi les 6 228 répondants, 3 376 étaient impliqué(e)s à l'une ou l'autre des étapes du processus entrepreneurial (économies « traditionnelle » et sociale) (incluant 551 personnes issues de l'immigration). **La section du volet A présente les résultats des répondant(e)s étant à l'une ou l'autre des étapes de la chaîne d'économie sociale (235 personnes).**

QUAND

La collecte de données a été effectuée du **23 novembre 2021 au 6 janvier 2022**. La durée médiane du questionnaire était d'environ **13 minutes**.

PONDÉRATION

Pour établir les incidences aux différentes catégories entrepreneuriales, nous avons initialement sondé **19 513 répondant(e)s**. Pour un échantillon probabiliste de 19 513 répondant(e)s, la marge d'erreur maximale aurait été de **± 0,7%, 19 fois sur 20**.

À l'aide des plus récentes données de Statistique Canada, les résultats ont été pondérés selon le genre, l'âge, les régions, la langue maternelle, le fait d'être un immigrant(e) ou non, ainsi que selon les incidences obtenues pour chaque indicateur de l'entrepreneuriat, et ce, afin de rendre l'échantillon représentatif de la population adulte du Québec.

NOTES AUX LECTEURS

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Pour toutes les étapes de la chaîne d'économie sociale, les résultats sont présentés parmi la population générale, soit le volet A, à l'exception des résultats pour les dirigeant(e)s d'entreprise pour qui le volet B a été utilisé.

Le volet présenté est toujours indiqué dans le coin supérieur gauche de chaque page.

3. INTENTIONS D'ENTREPRENDRE

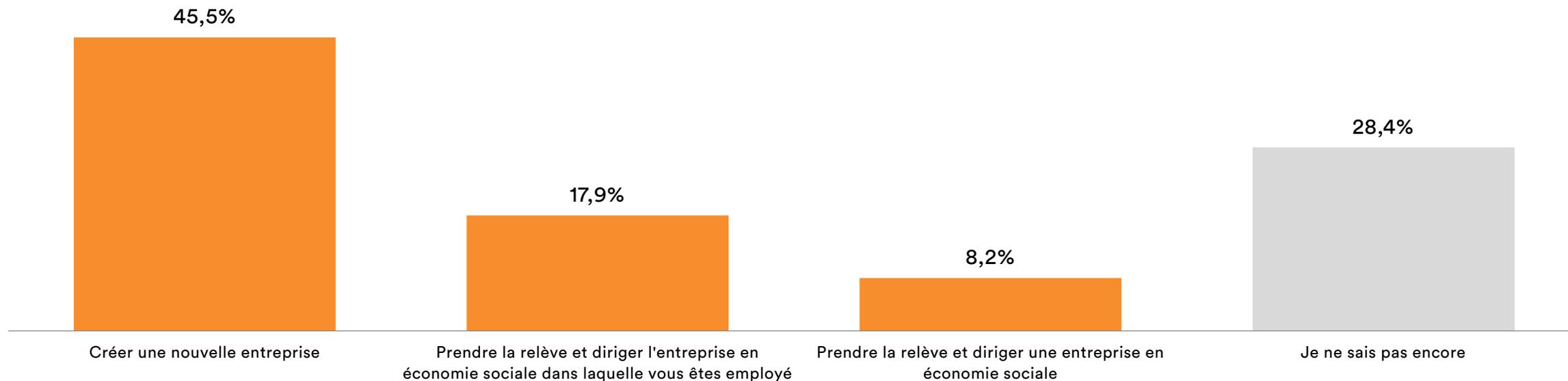
VOLET A



INTENTIONS D'ENTREPRENDRE : LA CRÉATION PRIVILÉGIÉE

46%

Des Québécois(es) qui ont l'intention d'entreprendre en économie sociale affirment vouloir créer une nouvelle entreprise.

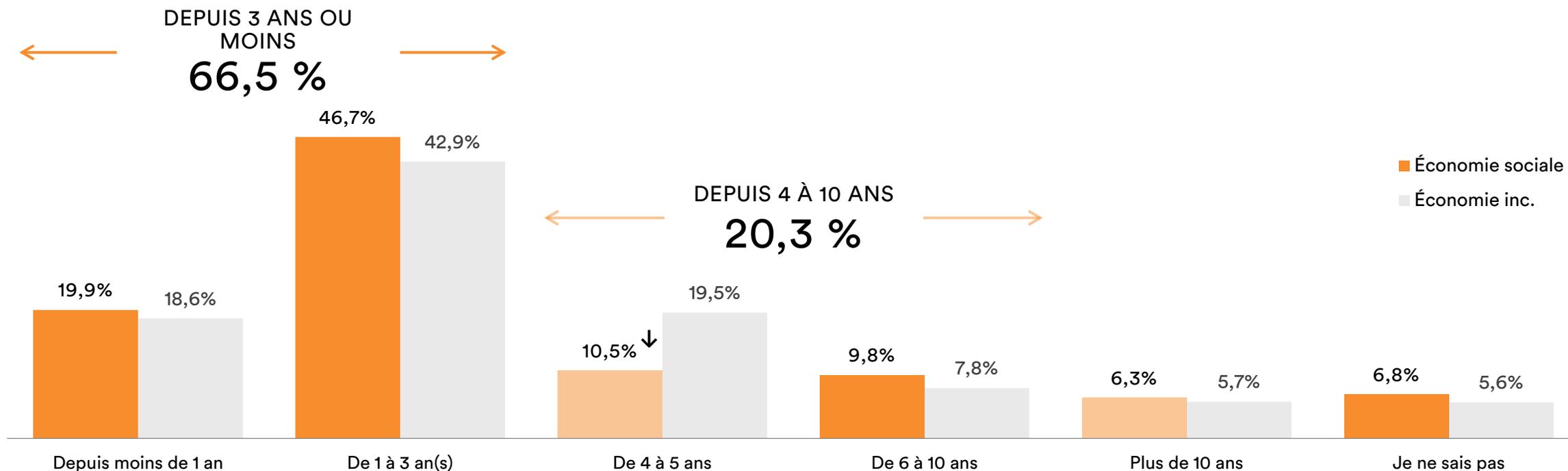


Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84)

INTENTIONS D'ENTREPRENDRE MAJORITAIREMENT RÉCENTES

67 %

Des Québécois(es) qui ont l'intention d'entreprendre en économie sociale ont ce désir depuis trois ans ou moins. Il s'agit donc d'intentions plutôt récentes.



Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84)
Choix unique

FREINS À ENTAMER LES DÉMARCHES IMMÉDIATEMENT

INTENTIONS D'ENTREPRENDRE

28%

Plus du quart des Québécois(es) qui ont l'intention d'entreprendre en économie sociale considèrent le manque d'argent, de fonds ou de financement comme étant un frein à commencer leurs démarches immédiatement.

TOP 3

DOUZE PREMIÈRES POSITIONS

| | TOTAL | |
|---|------------------|---------------|
| | ÉCONOMIE SOCIALE | ÉCONOMIE INC. |
| | n= 84 | 912 |
| Le manque d'argent/ de fonds/ de financement | 27,9 % | 36,9 % |
| La crise sanitaire / COVID-19 (l'instabilité, les restrictions, les fermetures) | 13,6 % | 8,2 % |
| Je suis encore aux études | 9,1 % | 8,2 % |
| La peur de me lancer/ d'échouer/ l'insécurité/ le manque de confiance | 6,4 % | 4,4 % |
| J'ai des enfants à charge/ ma situation familiale | 4,3 % | 5,1 % |
| Je ne me sens pas prêt(e) (sans précision) | 2,9 % | 2,6 % |
| Manque de temps/ trop occupé(e) (sans précision) | 2,7 % | 7,4 % |
| Mon âge/ trop jeune/ trop âgé(e) (bientôt à la retraite) | 2,5 % | 1,1 % |
| Étude (sans précision) | 2,4 % | 1,6 % |
| Je n'ai pas (encore) les connaissances nécessaires (manque d'éducation, de formation, de qualification) | 2,1 % | 5,1 % |
| Problèmes de santé | 2,0 % | 1,9 % |
| J'attends de reprendre l'affaire de mes parents/de mon patron (quand ils partiront à la retraite) | 1,8 % | 1,2 % |

Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84)

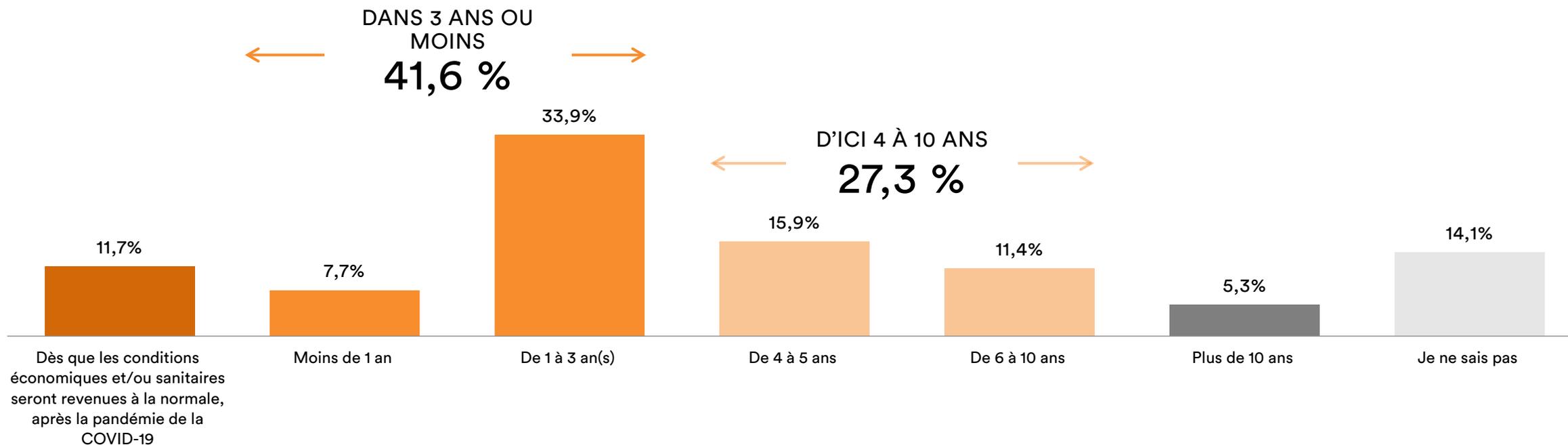
Mentions spontanées – Plusieurs mentions possibles. Le total peut dépasser 100%, les répondant(e)s ayant la possibilité de sélectionner plusieurs réponses.

NOMBRE D'ANNÉES AVANT DE DÉBUTER LES OPÉRATIONS

INTENTIONS D'ENTREPRENDRE

41%

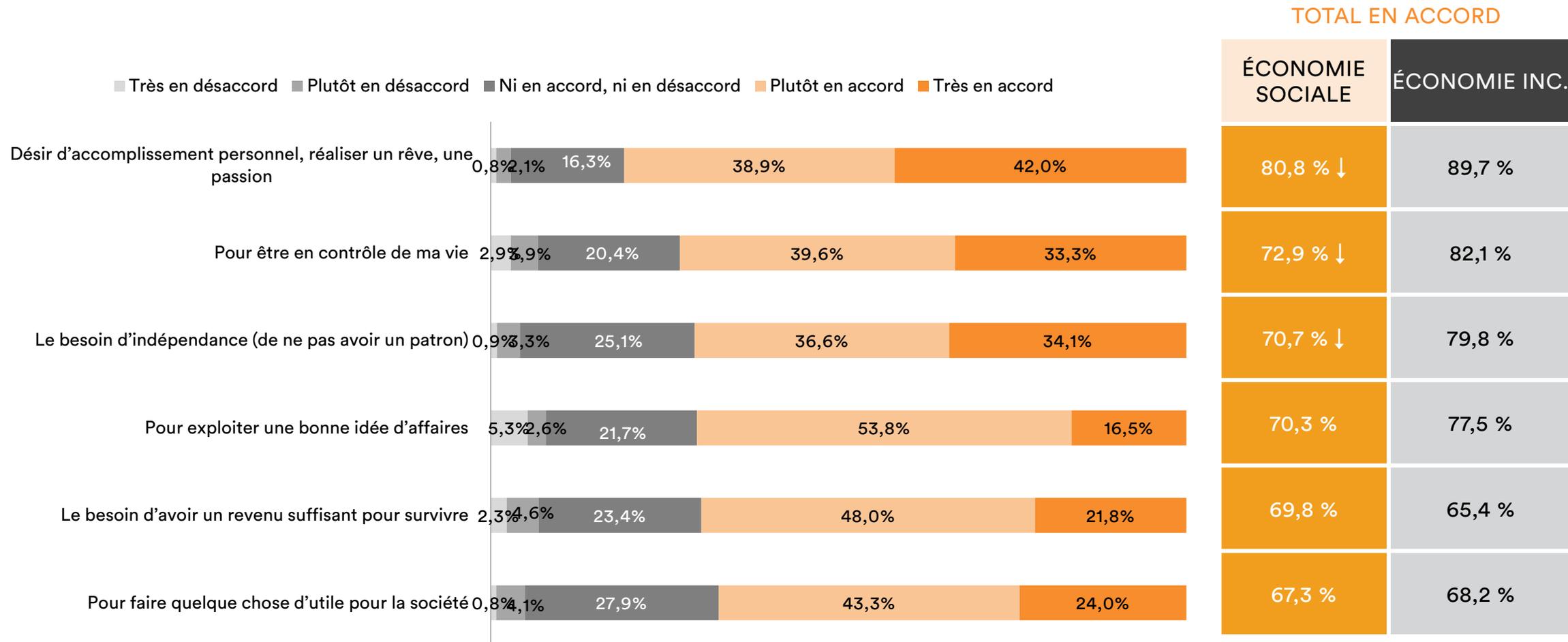
Des Québécois(es) ayant l'intention d'entreprendre en économie sociale prévoient concrètement cette entreprise et débiter les activités d'ici moins de trois ans. Ce résultat démontre la détermination des futur(e)s entrepreneur(e)s. La crise sanitaire actuelle provoquée par la pandémie de COVID-19 en freine cependant quelques-un(e)s. En effet, 11,7 % des Québécois(es) à l'étape des intentions en économie sociale prévoient débiter leurs activités d'affaires dès que les conditions économiques et/ou sanitaires seront revenues à la normale, après la pandémie de COVID-19. Cette proportion est significativement supérieure chez les femmes (21,5 %).



Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84)
Choix unique

MOTIVATIONS À ENTREPRENDRE À L'ÉTAPE DES INTENTIONS

SIX PREMIERS CHOIX AU SEIN DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84) / économie inc. – Volet A (n=912)

PRINCIPAL SECTEUR D'ACTIVITÉ ENVISAGÉ

INTENTIONS D'ENTREPRENDRE

16%

Des Québécois(es) ayant l'intention d'entreprendre en économie sociale envisagent le secteur du commerce de détail. Les secteurs des autres services (sauf les administrations publiques) (11,2 %), des arts, spectacles et loisirs (10,1 %) et des soins de santé et assistance sociale (9,8 %) suivent de près.

| | TOTAL | |
|---|------------------|---------------|
| | ÉCONOMIE SOCIALE | ÉCONOMIE INC. |
| | n= 84 | 912 |
| Commerce de détail (SCIAN 44-45) | 16,0 % | 16,7 % |
| Autres services, sauf les administrations publiques (réparation et entretien, services personnels et de blanchissage, ménages privés, etc.) (SCIAN 81) | 11,2 % | 6,7 % |
| Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71) | 10,1 % | 8,6 % |
| Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62) | 9,8 % | 7,1 % |
| Services professionnels, scientifiques et techniques (services juridiques, comptables, architecture, génie, arpentage, publicité, conception de systèmes informatiques, conseils de gestion, recherche scientifique, etc.) (SCIAN 54) | 7,6 % | 12,0 % |
| Finance et assurances (SCIAN 52) | 7,4 % ↑ | 2,4 % |
| Services d'enseignement (SCIAN 61) | 5,6 % ↑ | 1,0 % |
| Construction (SCIAN 23) | 4,9 % | 4,9 % |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11) | 4,4 % | 5,5 % |
| Hébergement et services de restauration (SCIAN 72) | 2,5 % ↓ | 9,3 % |
| Fabrication (SCIAN 31-33) | 2,0 % | 4,7 % |
| Services immobiliers et services de location et de location à bail (SCIAN 53) | 1,4 % | 5,2 % |
| Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) | 1,0 % | 0,9 % |
| Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51) | 0,9 % | 1,4 % |
| Transport et entreposage (SCIAN 48-49) | 0,8 % | 1,9 % |
| Commerce de gros (SCIAN 41) | - | 1,5 % |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (SCIAN 56) | - | 1,7 % |
| Autre | - | 0,8 % |
| Je ne sais pas | 14,3 % ↑ | 7,9 % |

Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84) / économie inc. – Volet A (n=912)
Choix unique

ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS POUR FAIRE PASSER À L'ACTION

NEUF PREMIERS CHOIX AU SEIN DES INTENTIONS D'ENTREPRENDRE, ÉCONOMIE SOCIALE

■ Ne s'applique pas ■ Pas du tout important ■ Peu important ■ Assez important ■ Très important

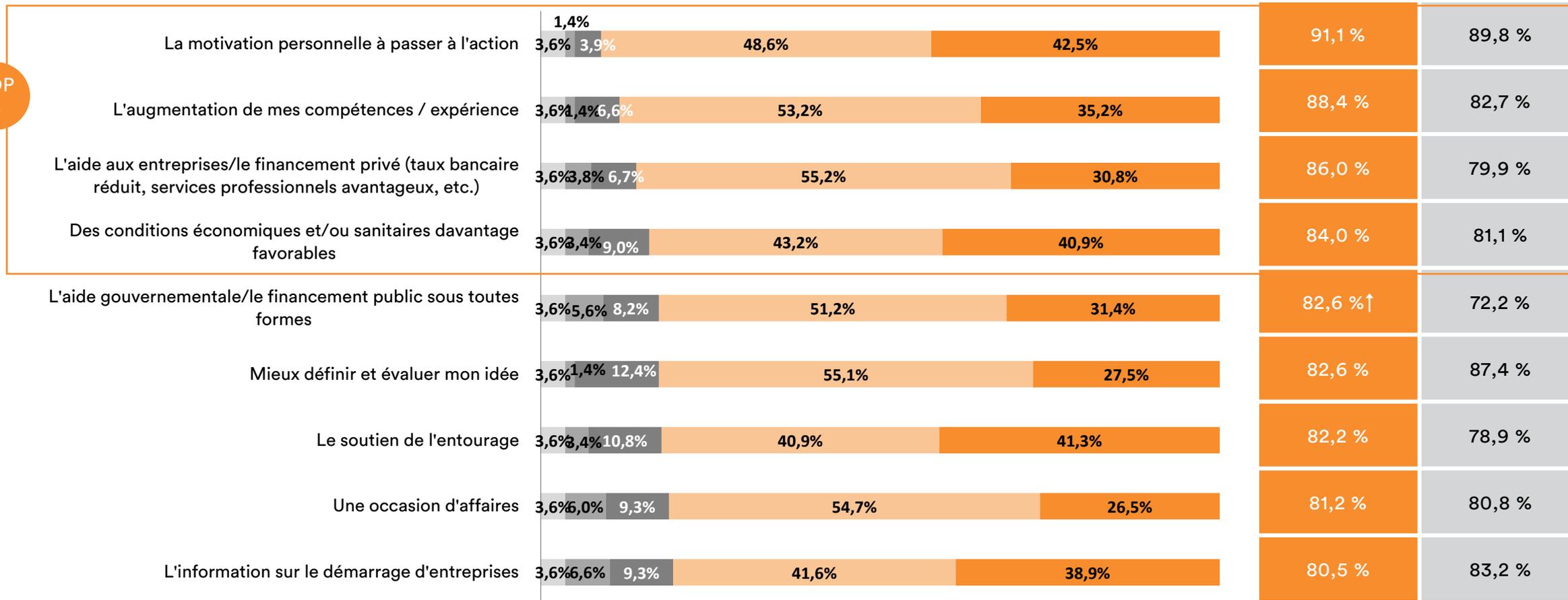
n=

TOTAL IMPORTANT

ÉCONOMIE SOCIALE ÉCONOMIE INC.

84

912



TOP 4

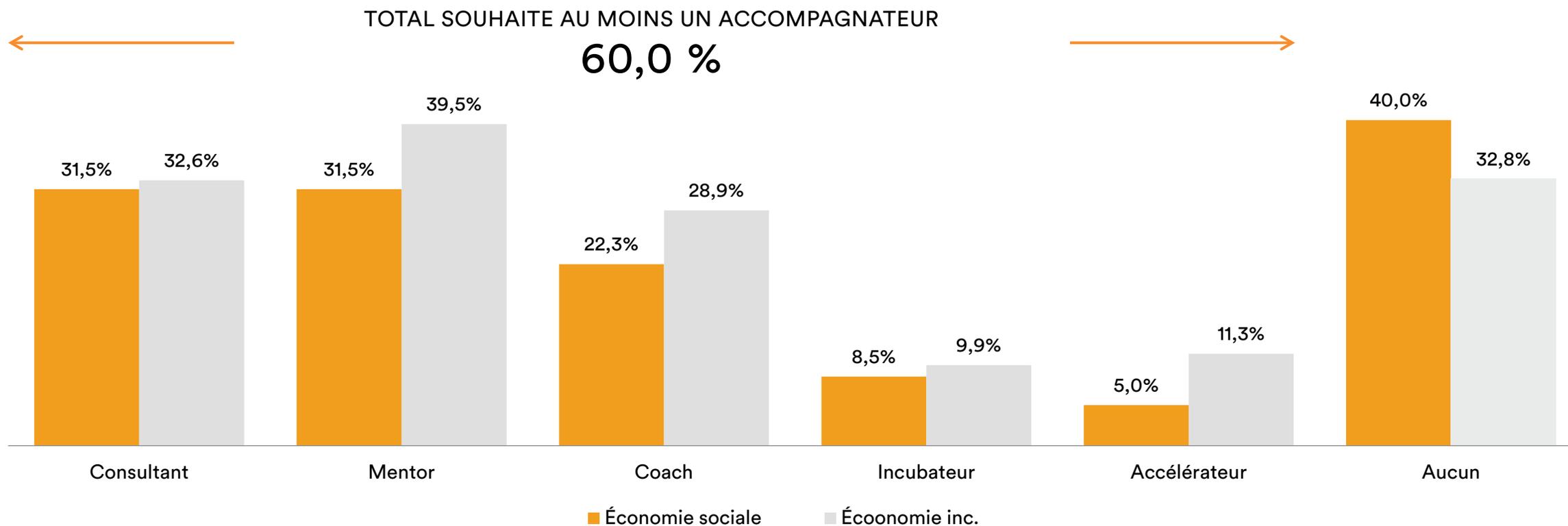
Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84) | économie inc. – Volet A (n=912)

ACCOMPAGNEMENT PERSONNEL

INTENTIONS D'ENTREPRENDRE

60%

Des Québécois(es) ayant l'intention d'entreprendre en économie sociale aimeraient recevoir un accompagnement personnalisé. L'accompagnement d'un(e) consultant(e), d'un(e) mentor(e) ou d'un(e) coach sont les plus en demande.



Base : Intentions d'entreprendre en économie sociale – Volet A (n=84)

Mentions multiples. Le total peut dépasser 100%, les répondants ayant la possibilité de sélectionner plusieurs réponses.

4. DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

VOLET A

NOTES AUX LECTEURS

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

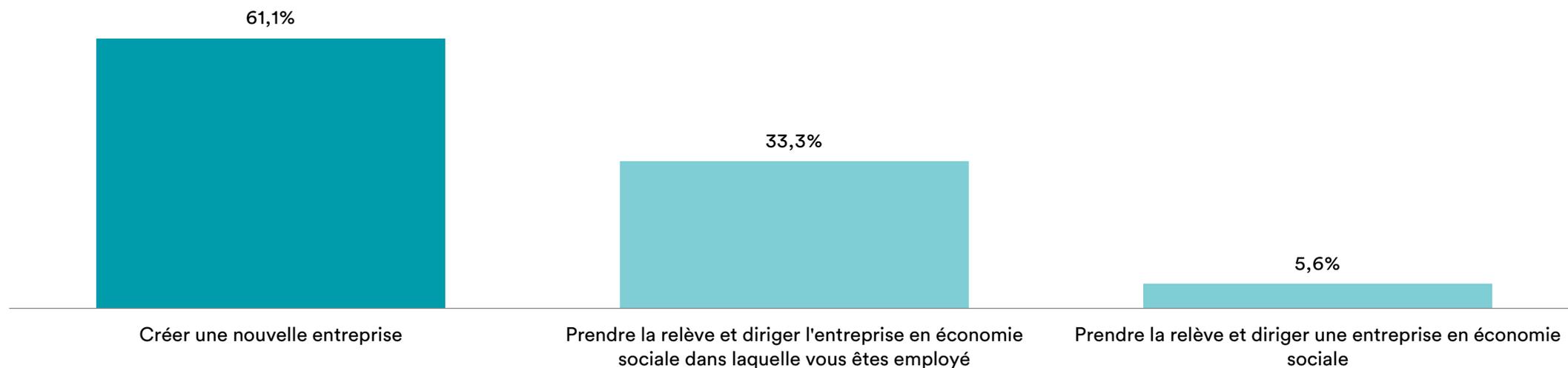
Pour toutes les étapes de la chaîne d'économie sociale, les résultats sont présentés parmi la population générale, soit le volet A, à l'exception des résultats pour les dirigeant(e)s d'entreprise pour qui le volet B a été utilisé.

Le volet présenté est toujours indiqué dans le coin supérieur gauche de chaque page.

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

61 %

Des personnes en démarches en économie sociale ont entamé la création d'une nouvelle entreprise au cours de la dernière année.



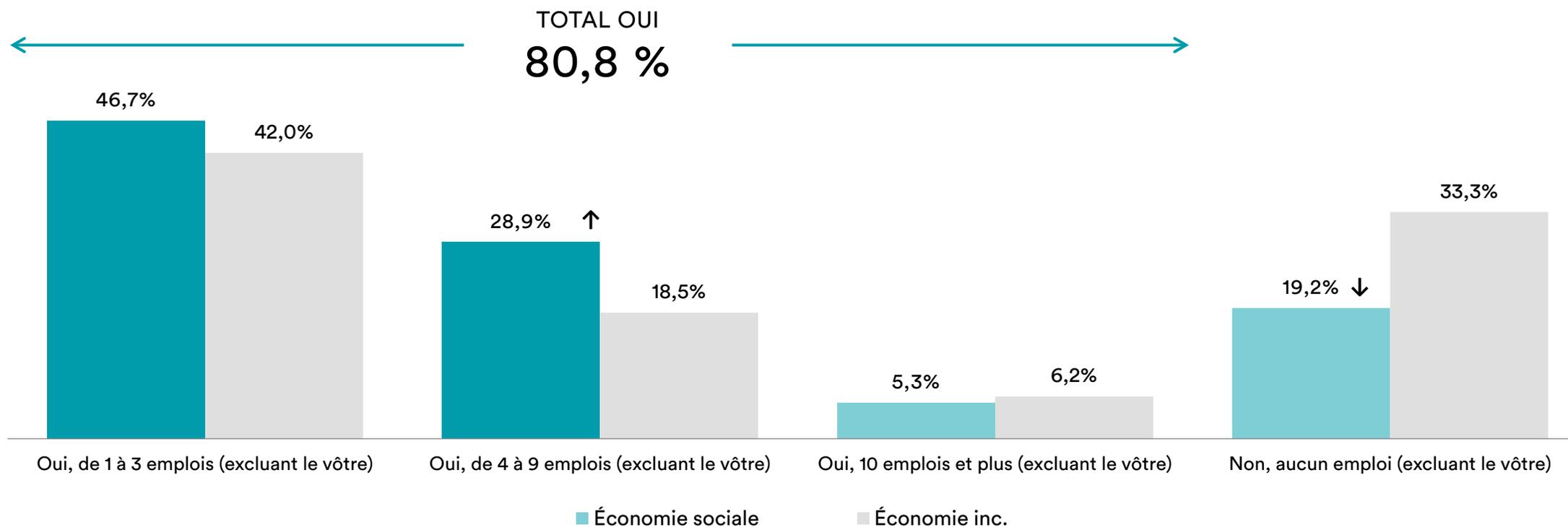
Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale – Volet A (n=82)
Choix unique

CRÉATION DE NOUVEAUX EMPLOIS LORS DE LA PREMIÈRE ANNÉE D'OPÉRATION

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

81 %

Des personnes en démarches en économie sociale envisagent de créer des emplois autres que le leur lors de la première année d'exploitation. Plus particulièrement, près de la moitié (46,7 %) prévoient créer de 1 à 3 emplois.



Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale – Volet A (n=82) | économie Inc. – Volet A (n=576)
Choix unique

MOTIVATIONS À SE LANCER EN AFFAIRES

NEUF PREMIERS CHOIX AU SEIN DES DÉMARCHES - ÉCONOMIE SOCIALE

■ Très en désaccord ■ Plutôt en désaccord ■ Ni en accord, ni en désaccord ■ Plutôt en accord ■ Très en accord

TOTAL EN ACCORD

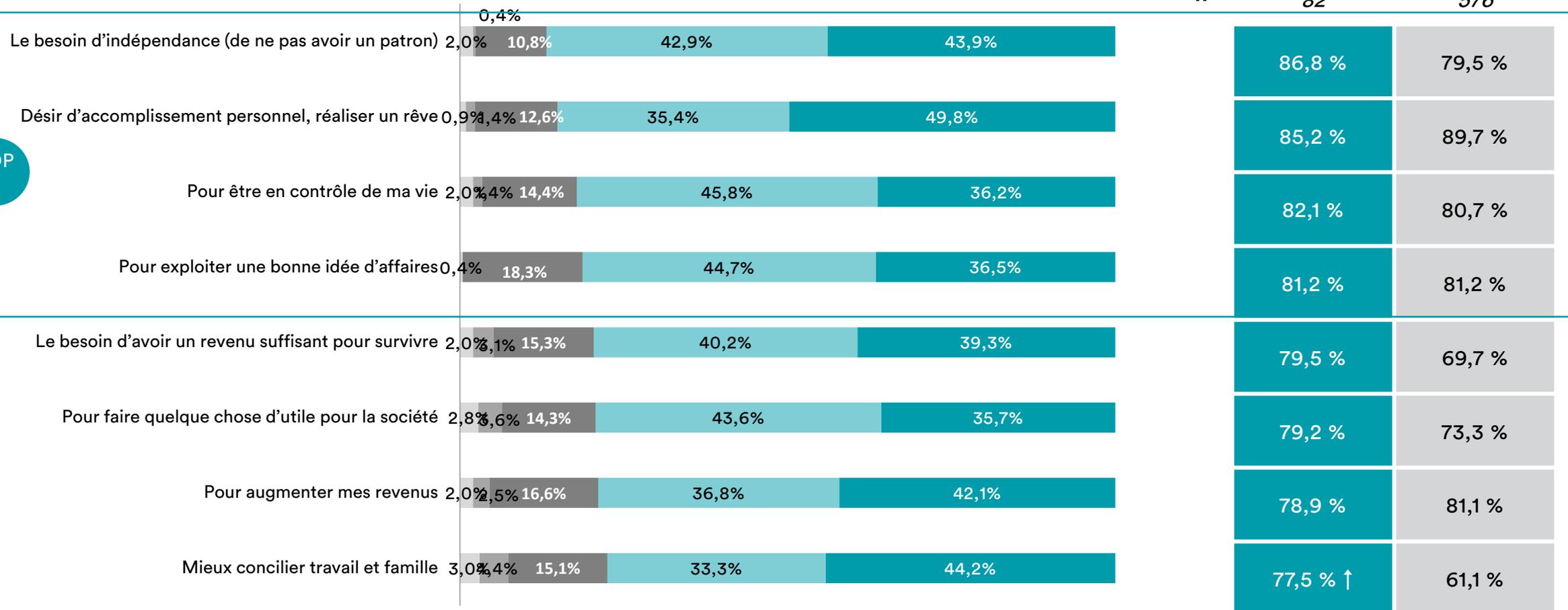
ÉCONOMIE SOCIALE

ÉCONOMIE INC.

n=

82

576



TOP 4

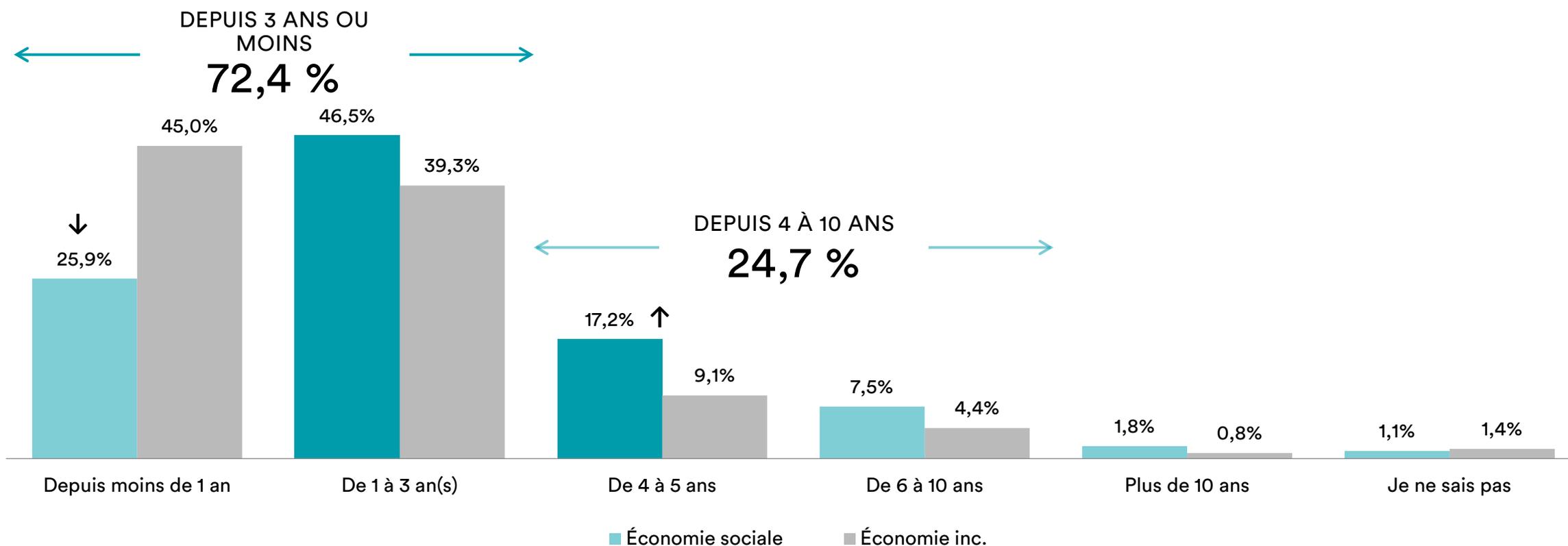
Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale – Volet A (n=82) | économie Inc. – Volet A (n=576)

HORIZON TEMPOREL DES DÉMARCHES ENTAMÉES

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

72 %

Des personnes en démarches en économie sociale ont entrepris des démarches pour créer une nouvelle entreprise ou pour reprendre une entreprise existante depuis trois ans ou moins.



Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale – Volet A (n=82) | économie inc. – Volet A (n=576)
Choix unique

SECTEUR PRINCIPAL ENVISAGÉ

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

22 %

Des personnes en démarche en économie sociale affirment que leur entreprise se situera principalement dans le grand secteur des arts, spectacles et loisirs. Les secteurs des autres services (sauf les administrations publiques) (11,2 %) et du commerce de détail (10,7 %) suivent de près.

| | TOTAL | |
|---|------------------|---------------|
| | ÉCONOMIE SOCIALE | ÉCONOMIE INC. |
| | <i>n=</i> 82 | 576 |
| Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71) | 21,7 % ↑ | 10,5 % |
| Autres services, sauf les administrations publiques (réparation et entretien, services personnels et de blanchissage, ménages privés, etc.) (SCIAN 81) | 11,2 % | 8,2 % |
| Commerce de détail (SCIAN 44-45) | 10,7 % | 14,6 % |
| Fabrication (SCIAN 31-33) | 8,9 % | 6,7 % |
| Services professionnels, scientifiques et techniques (services juridiques, comptables, architecture, génie, arpentage, publicité, conception de systèmes informatiques, conseils de gestion, recherche scientifique, etc.) (SCIAN 54) | 7,9 % | 9,4 % |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11) | 6,2 % | 8,8 % |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (SCIAN 56) | 5,8 % | 2,4 % |
| Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62) | 5,3 % | 4,7 % |
| Hébergement et services de restauration (SCIAN 72) | 5,3 % | 7,7 % |
| Transport et entreposage (SCIAN 48-49) | 5,2 % | 2,2 % |
| Services d'enseignement (SCIAN 61) | 2,8 % | 2,2 % |
| Construction (SCIAN 23) | 2,6 % | 6,0 % |
| Finance et assurances (SCIAN 52) | 2,3 % | 2,6 % |
| Commerce de gros (SCIAN 41) | 1,9 % | 1,9 % |
| Services immobiliers et services de location et de location à bail (SCIAN 53) | 1,4 % | 3,8 % |
| Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) | 0,8 % | 1,6 % |
| Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51) | - | 2,0 % |
| Autre | - | 0,7 % |
| Je ne sais pas | - | 4,1 % |

Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale – Volet A (n=82) | économie inc. – Volet A (n=576)

UTILISATION DES SOURCES DE FINANCEMENT POUR DÉMARRER L'ENTREPRISE

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

TOP 5 DES SOURCES DE FINANCEMENT UTILISÉES EN DÉMARRAGE

La comparaison entre l'économie sociale et le Inc. permet rapidement de constater un plus grand recours à une variété de sources de financement au sein des démarcheurs de l'économie sociale.

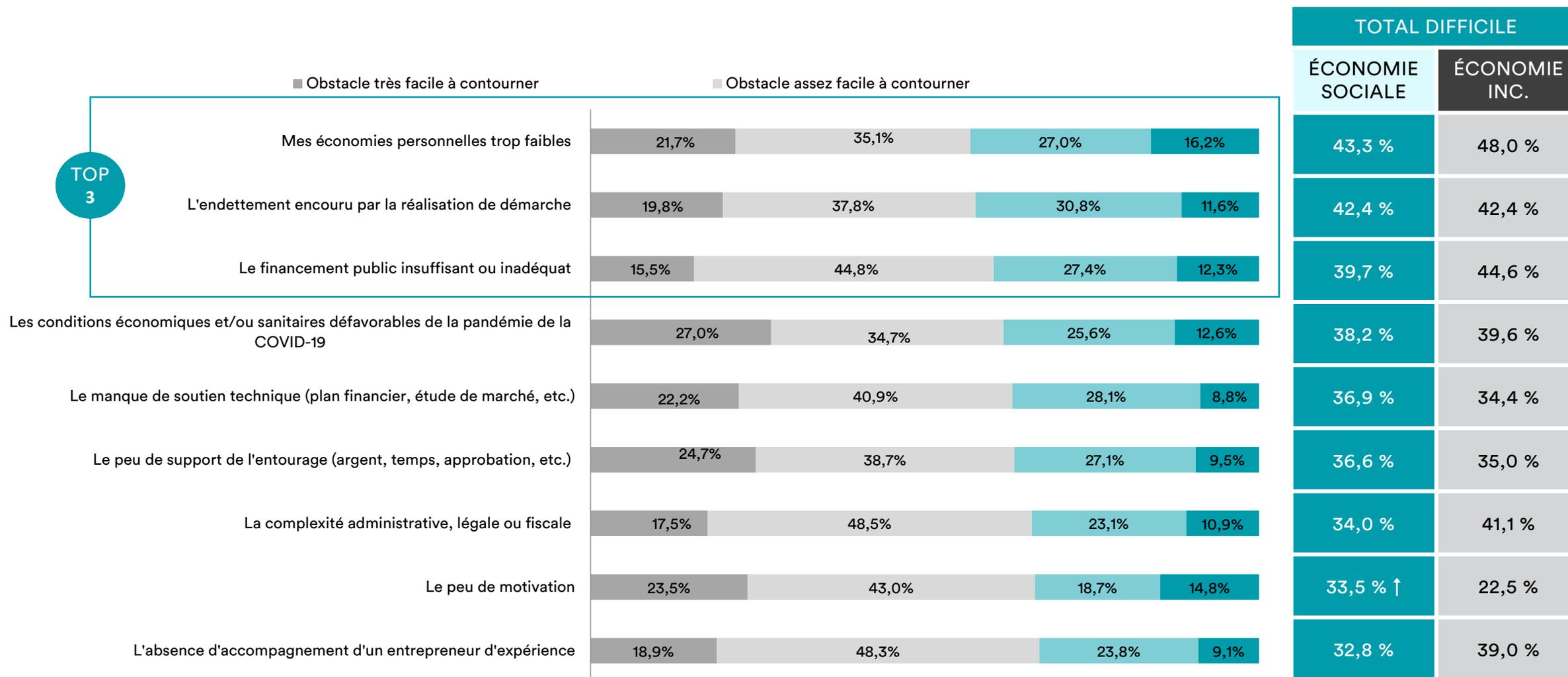
Le financement participatif semble particulièrement plus prisé chez ces derniers (55,5 % comparativement à 16,3 %). La nature collaborative derrière cette approche de financement pourrait expliquer l'importante différence de prédilection entre les deux types d'entrepreneur(e)s (social vs Inc.).

Du côté des coopératives, la tendance à avoir recours au financement participatif est similaire (48,7 %) mais ce résultat doit être interprété avec prudence en raison du nombre de répondant(e)s (n=30).

| | TOTAL EN TOTALITÉ / EN GRANDE PARTIE | |
|--|--------------------------------------|---------------|
| | ÉCONOMIE SOCIALE | ÉCONOMIE INC. |
| | n= 82 | 576 |
| Économies personnelles (moi-même) | 59,4 % | 62,6 % |
| Financement participatif (<i>crowdfunding</i>) | 55,5 % ↑ | 16,3 % |
| Banques ou autres institutions financières | 54,7 % ↑ | 33,8 % |
| Programmes gouvernementaux | 53,4 % ↑ | 25,6 % |
| Cartes et/ou marges de crédit personnelles | 52,1 % ↑ | 26,1 % |

PRINCIPAUX OBSTACLES À CONTOURNER

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE, HUIT PREMIÈRES POSITIONS POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE



Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale – Volet A (n=82) / économie inc. – Volet A (n=576)

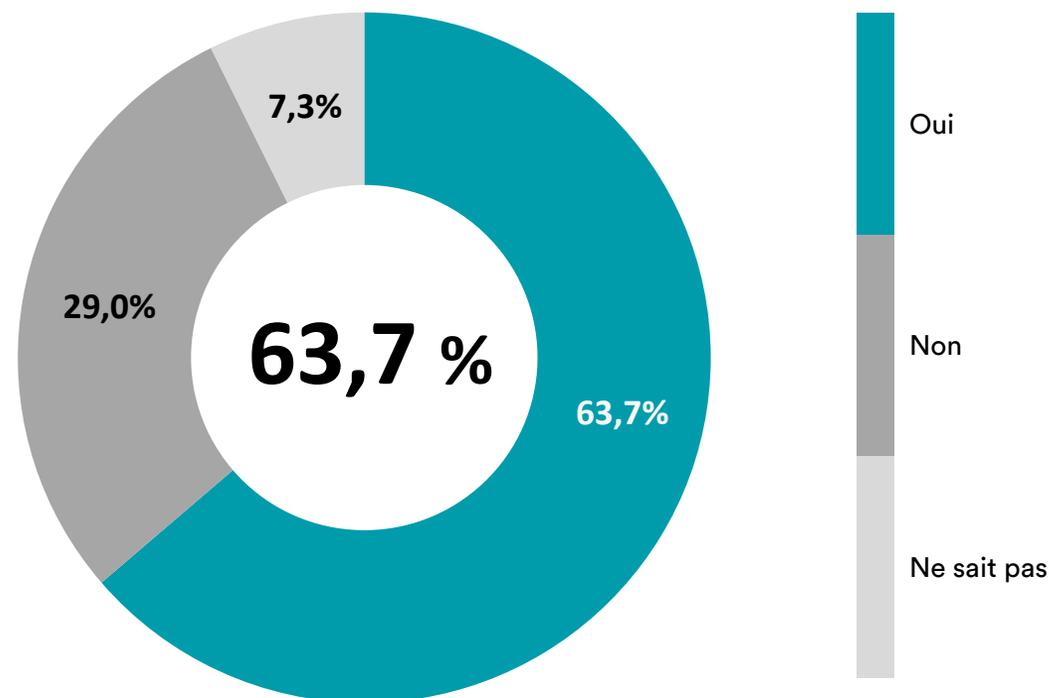
INTENTION D'INVESTIR DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR INNOVER AU COURS DE LA PREMIÈRE ANNÉE D'OPÉRATION OU AVANT

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

64 %

Deux personnes en démarches en économie sociale sur trois ont l'intention d'investir des ressources financières afin d'innover (peu importe sous quel plan – produit, service, procédé, modèle d'affaires, etc.) au cours de la première année d'opération ou avant même de se lancer en opération.

PROPORTION DE PERSONNES EN
DÉMARCHE EN ÉCONOMIE SOCIALE
AYANT L'INTENTION D'INVESTIR DES
RESSOURCES FINANCIÈRES AFIN
D'INNOVER AU COURS DE LA
PREMIÈRE ANNÉE D'OPÉRATION OU
AVANT MÊME DE SE LANCER EN
OPÉRATION

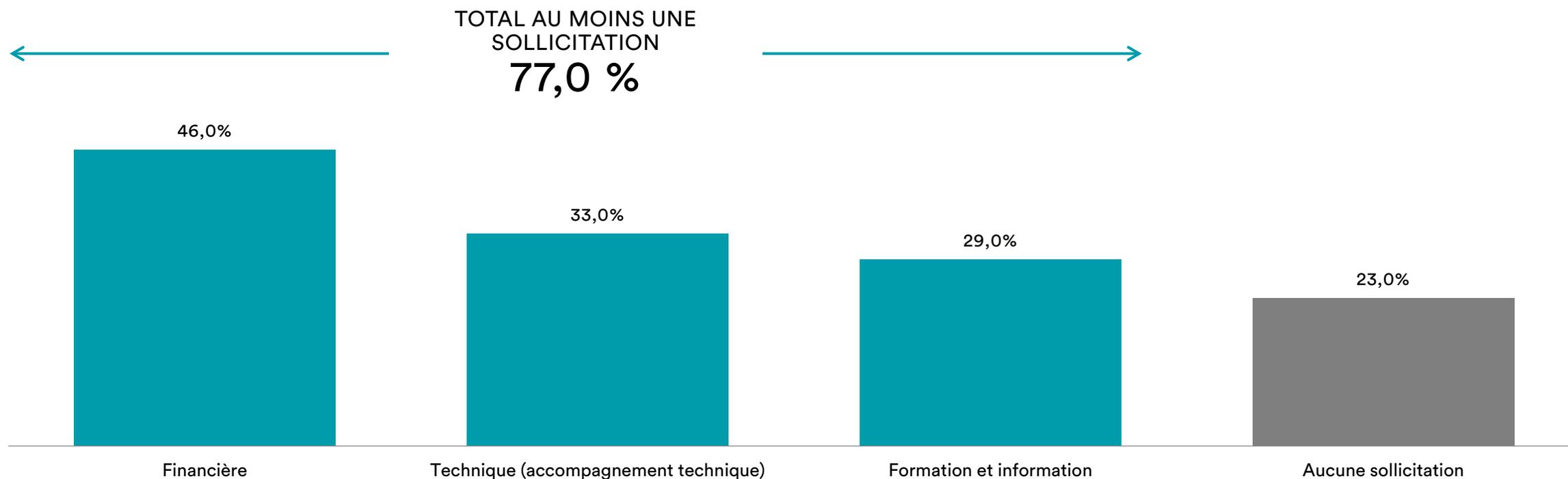


SOLLICITATION D'ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DANS LE CADRE DES DÉMARCHES

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

77 %

Dans le cadre de leurs démarches actuelles, trois personnes en démarches en économie sociale sur quatre ont sollicité de l'aide (technique, financière, formation et information) d'organismes gouvernementaux. L'aide financière est celle ayant été la plus demandée (46,0 %).

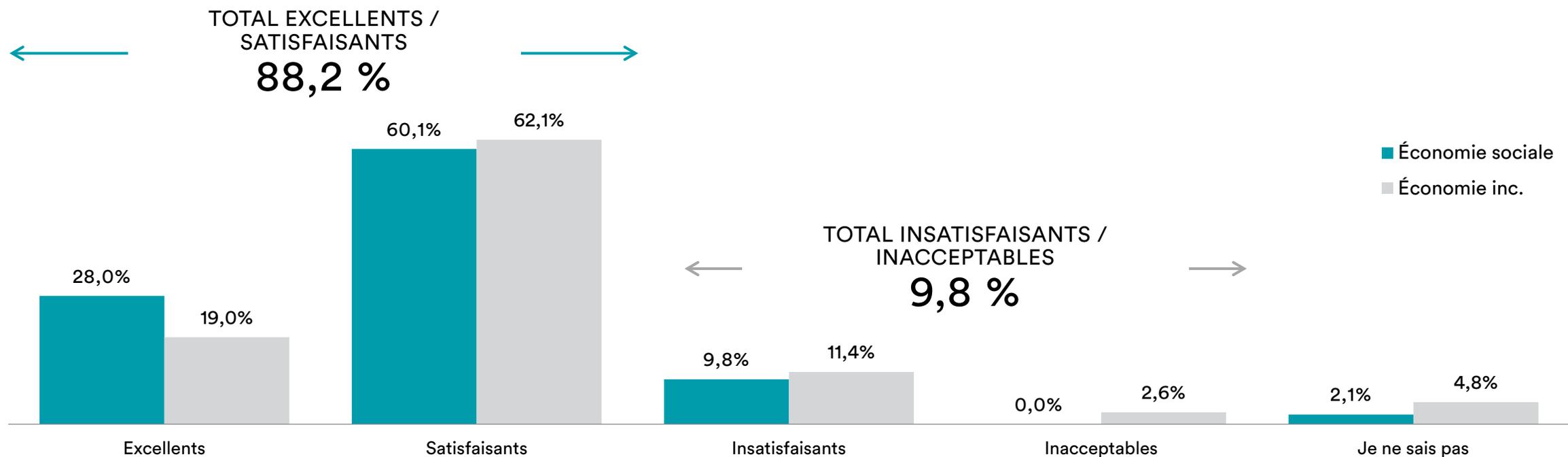


QUALITÉ DES SERVICES REÇUS DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

88 %

Des personnes en démarche en économie sociale ayant sollicité de l'aide d'organismes gouvernementaux jugent les services reçus comme excellents ou satisfaisants.



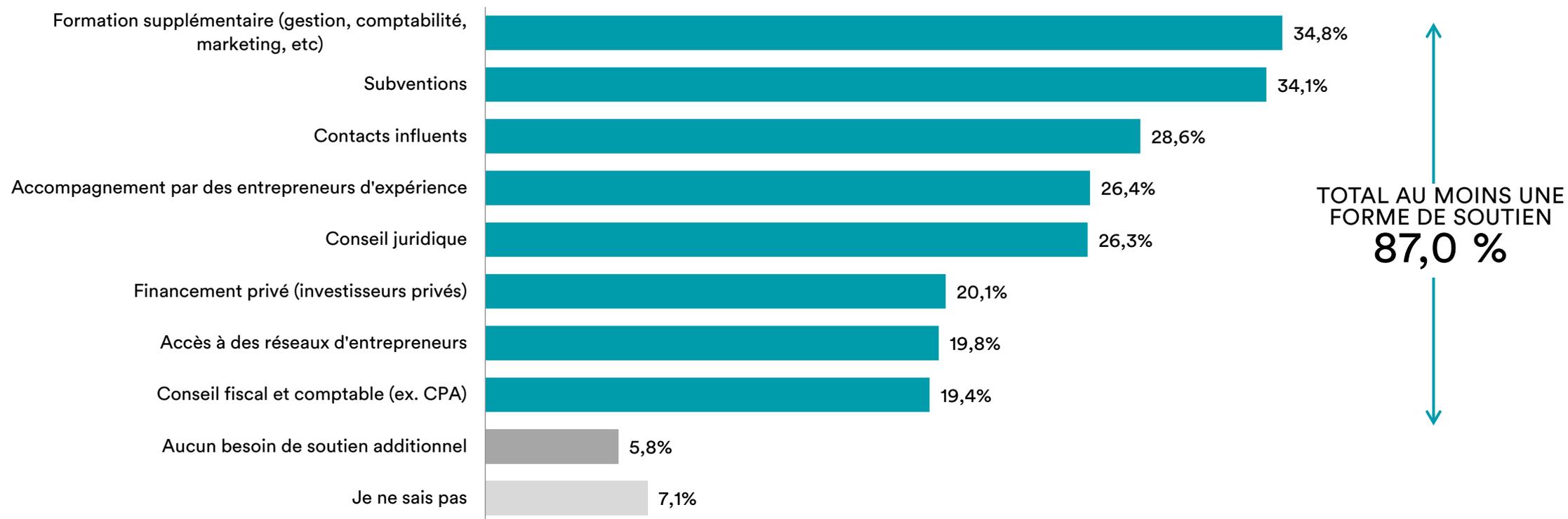
Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale ayant sollicité de l'aide d'organismes gouvernementaux – Volet A (n=57) / économie inc. – Volet A (n=286)

SOUTIEN REQUIS POUR AIDER LES DÉMARCHES

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

87 %

Pour aider les personnes en démarche qui veulent créer ou reprendre une entreprise, 87 % auraient besoin d'au moins une forme de soutien. Plus particulièrement, 34,8 % auraient besoin de formations supplémentaires (gestion, comptabilité, marketing, etc.) et 34,1 % aimeraient recevoir des subventions¹.



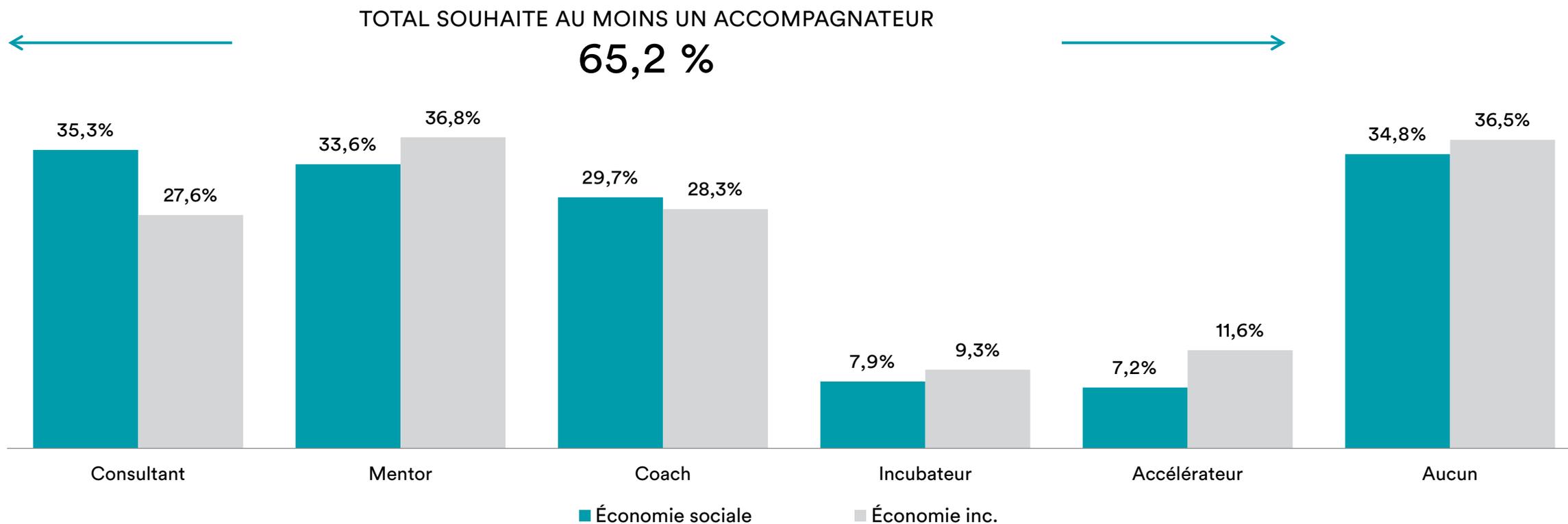
¹Par subvention, il est question ici d'octrois non transactionnels (à titre d'exemple, un contrat de service y est exclu). Il est important de se rappeler que contrairement aux entreprises à capital action, les entreprises de l'économie sociale telles que définies dans ce rapport n'ont pas accès aux crédits d'impôts.

ACCOMPAGNEMENT PERSONNEL

DÉMARCHES POUR ENTREPRENDRE

65 %

Parmi les personnes en démarches en économie sociale, deux sur trois aimeraient recevoir un accompagnement personnalisé. L'accompagnement d'un(e) consultant(e), d'un(e) mentor(e) ou d'un(e) coach sont les plus en demande.



Base : Démarches pour entreprendre en économie sociale – Volet A (n=82) | économie inc. – Volet A (n=720)
Mentions multiples. Le total peut dépasser 100 %, les répondants ayant la possibilité de sélectionner plusieurs réponses.

5. FERMETURES D'ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

VOLET A

NOTES AUX LECTEURS

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Pour toutes les étapes de la chaîne d'économie sociale, les résultats sont présentés parmi la population générale, soit le volet A, à l'exception des résultats pour les dirigeant(e)s d'entreprise pour qui le volet B a été utilisé.

Le volet présenté est toujours indiqué dans le coin supérieur gauche de chaque page.

SECTEUR PRINCIPAL D'ACTIVITÉ DANS LEQUEL L'ENTREPRISE ÉVOLUAIT

FERMETURES D'ENTREPRISE EN ÉCONOMIE SOCIALE

22%

Des Québécois(es) ayant fermé une entreprise issue de l'économie sociale ont mentionné que celle-ci était principalement dans le grand secteur des arts, spectacles et loisirs. Il convient de rappeler que c'est aussi dans ce secteur que se situent la plus grande proportion des dirigeant(e)s d'entreprise en économie sociale de l'échantillon du volet B (20,2 %). Il y a lieu de considérer le soutien et les aides plus ciblées que pourrait recevoir les entreprises de ce secteur important de l'économie sociale.

| | TOTAL | |
|---|------------------|---------------|
| | ÉCONOMIE SOCIALE | ÉCONOMIE INC. |
| | n= 74 | 1 250 |
| Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71) | 21,6 % ↑ | 7,6 % |
| Autres services, sauf les administrations publiques (réparation et entretien, services personnels et de blanchissage, ménages privés, etc.) (SCIAN 81) | 14,0 % | 12,0 % |
| Commerce de détail (SCIAN 44-45) | 11,8 % ↓ | 19,6 % |
| Services professionnels, scientifiques et techniques (services juridiques, comptables, architecture, génie, arpentage, publicité, conception de systèmes informatiques, conseils de gestion, recherche scientifique, etc.) (SCIAN 54) | 6,9 % ↓ | 17,4 % |
| Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11) | 6,2 % | 4,0 % |
| Construction (SCIAN 23) | 3,9 % | 5,3 % |
| Gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) | 3,8 % ↑ | 0,3 % |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (SCIAN 56) | 3,8 % | 2,5 % |
| Hébergement et services de restauration (SCIAN 72) | 3,5 % ↓ | 8,0 % |
| Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62) | 3,0 % | 3,8 % |
| Fabrication (SCIAN 31-33) | 3,0 % | 5,1 % |
| Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51) | 2,6 % | 3,1 % |
| Services d'enseignement (SCIAN 61) | 1,9 % | 2,0 % |
| Commerce de gros (SCIAN 41) | 0,9 % | 1,9 % |
| Services immobiliers et services de location et de location à bail (SCIAN 53) | 0,5 % | 1,9 % |
| Finance et assurances (SCIAN 52) | - | 1,5 % |
| Transport et entreposage (SCIAN 48-49) | - | 2,6 % |
| Autre | 2,9 % | 0,2 % |
| Je ne sais pas | 9,5 % ↑ | 1,2 % |

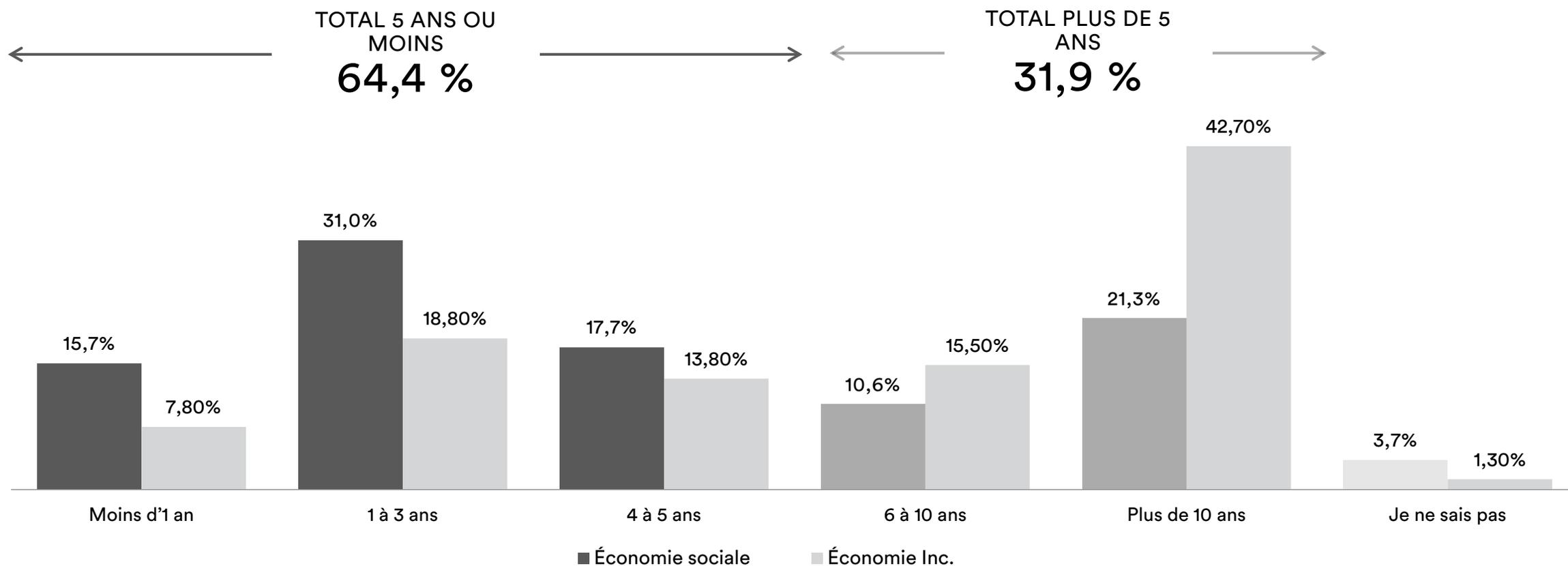
Base : Fermetures d'entreprise ES – Volet A (n=74) | économie inc. – Volet A (n= 1 250)

À QUAND REMONTE LA FERMETURE

FERMETURES D'ENTREPRISE - ÉCONOMIE SOCIALE

47 %

Des Québécois(es) ayant fermé une entreprise issue de l'économie sociale l'ont fait récemment, c'est-à-dire il y a 3 ans ou moins. Il y a lieu de faire un lien avec le contexte difficile vécu par nombre d'organisations durant la crise pandémique.



Base : Fermetures d'entreprise ES – Volet A (n=74) | économie inc. – Volet A (n= 1250)

6. CONCLUSION



CONCLUSION

Entreprendre à échelle humaine

Dans un monde où tout se bouscule et se complexifie d'année en année (littéralement !), la nature intrinsèque des entreprises en économie sociale (ES) - qui est de garder le cap sur les humains et les besoins de la collectivité - représente un modèle entrepreneurial inspirant à plusieurs égards.

VOULOIR INNOVER

Ces entreprises sont d'abord inspirantes pour une évidence : les produits et services qu'elles offrent se destinent à l'amélioration socioéconomique des collectivités du Québec. Ce que l'*Indice* nous révèle c'est que pour accomplir cette finalité, les entreprises ES font preuve d'une volonté d'investir en innovation qui est même plus forte que les entreprises « INC. »; et que parmi les types d'innovation envisagés, c'est celle de type organisationnel qui les distinguent le plus (deux fois plus l'intention d'investir en ce sens que les entreprises « INC. »). Il s'agit d'un atout de taille, si l'on considère que derrière les enjeux entrepreneuriaux actuels, comme la transformation numérique, se cachent des défis humains qui appellent à des organisations « connectées » sur leurs employés.

CONSERVER ET ATTIRER DE NOUVEAUX ET NOUVELLES EMPLOYÉ(E)S

Dans ce même esprit, le présent *Indice* fait état d'une réelle volonté des entreprises ES d'être à l'écoute de leurs employé(e)s, de se préoccuper de l'amélioration de leurs conditions de travail et salaires et/ou avantages sociaux. Cette volonté d'adopter des stratégies concrètes en ressources humaines est visiblement plus présente que chez les entreprises privées. Et il s'agit là d'une posture entrepreneuriale nécessaire, considérant la pénurie de main-d'œuvre qui fait rage; la capacité à retenir ses ressources humaines est primordiale.

CONCLUSION

CONSERVER ET ATTIRER DE NOUVEAUX ET NOUVELLES EMPLOYÉ(E)S (SUITE)

Le recrutement de personnel n'est pas sans défi pour les entreprises ES puisqu'une sur quatre indique qu'il est facile de recruter de la main-d'œuvre avec les ressources financières dont elle dispose (salaires, avantages sociaux, etc.) et qu'environ une sur dix seulement indique qu'il est facile de recruter une main-d'œuvre *qualifiée* pour ses besoins.

Toutefois, du fait de leur finalité collective, les entreprises ES possèdent sans doute un pouvoir d'attraction qu'elles ne peuvent négliger. En effet, les jeunes générations (les « Z » et les milléniaux) souhaitent ardemment donner un sens à leur vie et elles espèrent que leur vie professionnelle pourra les combler¹. Encore faut-il que les jeunes connaissent l'option d'entreprendre et d'œuvrer en économie sociale, encore faut-il que les entreprises existantes soient reconnues et soutenues.

ÊTRE RÉSILIENT ET AGILE MALGRÉ LE CONTEXTE

L'*Indice* nous permet de voir qu'après deux ans de pandémie la vaste majorité (89 %) des entreprises ES (comme les entreprises « INC. ») se disent en bonne posture ou du moins ne se sentent pas à risque de fermeture. Ce taux grimpe à 96 % pour les coopératives de l'échantillon mesuré.

Cette résilience qu'affichent les entreprises ES semble aller de pair avec la capacité qu'elles ont eu à faire des pivots de différentes natures et à se transformer durant les deux dernières années (c'est le cas pour les trois quarts des organisations ES sondées).

GÉRER SES AVOIRS

Si parmi les entreprises ES sondées, 4 sur 5 affichent un niveau de trésorerie qui est soit stable ou meilleur depuis le début de la pandémie (3 sur 5 pour les entreprises « INC. »), le défi du financement (particulièrement le besoin d'un soutien financier public pour les activités courantes) demeure bien présent pour les entreprises ES. Dans un contexte où les finances publiques ont été sursollicitées depuis plus de deux ans, le besoin plus grand en aides gouvernementales des entreprises ES pourrait les exposer à terme à une plus grande fragilité aussi.

¹Être un jeune en 2022 de Léger, 2022, <https://leger360.com/fr/blogues/les-millenniaux-et-la-generation-z-craignent-lavenir/>

CONCLUSION

CONJUGUER MISSION SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL

Un autre défi des entreprises ES demeure celui d'avoir une gouvernance (les administrateurs du conseil d'administration de l'entreprise) qui saura être au diapason des enjeux entrepreneuriaux et sectoriels de l'entreprise, car ils évoluent très rapidement. En plus d'être pleinement investis de la mission sociale de l'organisation qu'ils gouvernent (les données du rapport nous montrent que c'est bien le cas), les administrateurs devront plus que jamais adopter une solide posture entrepreneuriale pour soutenir le développement de leur organisation (et par extension, conserver la rentabilité des entreprises dans leur mire). Et à cet égard, les dirigeant(e)s de l'ES nous indiquent que leurs administrateurs (trices) peuvent encore faire mieux.

POUVOIR COMPTER SUR UN BAGAGE ÉDUCATIONNEL ET ENTREPRENEURIAL

Même si les entreprises ES sont de nature collective et exigent une gouvernance plus entrepreneuriale que jamais, comme évoqué ci-dessus, l'*Indice* nous révèle que presque la moitié des dirigeant(e)s d'économie ES sondé(e)s détiennent un diplôme universitaire de 1er cycle et que près de 6 sur 10 affirment avoir pu compter sur des modèles entrepreneuriaux au sein de leur famille. Ces taux, qui sont d'ailleurs supérieurs à ceux des propriétaires des entreprises « INC. » sondés, font état d'un bagage éducationnel et entrepreneurial précieux pour les entreprises ES. Un bagage qui est d'ailleurs encore plus notable du côté des dirigeant(e)s de coopératives.

Les entreprises ES et leurs dirigeant(e)s représentent des modèles entrepreneuriaux inspirants et nécessaires à notre entrepreneuriat et il faut continuer à les soutenir et à les promouvoir. En ce sens, ils peuvent compter sur des alliés de taille au cœur du dynamisme entrepreneurial québécois en économie sociale : la Caisse d'économie solidaire Desjardins, le Chantier de l'économie sociale et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité. Ils peuvent aussi compter sur les mentor(e)s du Réseau Mentorat pour les soutenir dans cette grande aventure humaine qu'est l'entrepreneuriat. Cette aventure si nécessaire à la prospérité du Québec.

INDICE ENTREPRENEURIAL QUÉBÉCOIS

RÉSEAU MENTORAT

ÉCONOMIE
SOCIALE



Partenaires majeurs :



Partenaire de réalisation :

